

● LIBÉRATION DE DEIR EZ-ZOR

# Comment les hélicoptères russes ont déterminé l'issue de la bataille

(P24)



## LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● COMPLEXE GAZIER DE REGGANE

Lancement de la production avant la fin 2017

(P3)

### LICENCES D'IMPORTATION

# Le Premier ministre se montre rassurant



Concernant le sujet des licences d'importation, lesquelles ont fait couler beaucoup d'encre, le Premier ministre a nié l'intention du gouvernement d'annuler le système des quotas d'importation. Le gouvernement assure et rassure qu'il maintient bien sa politique sur le montage de véhicules et les licences d'importation. Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a écarté tout changement de cap.

(Lire en Page 3)

● INVESTISSEMENT

Améliorer l'environnement des affaires parmi les priorités

(P4)

● CRISE CORÉENNE

Une solution militaire serait une catastrophe

(P19)

SINGAPOUR

## Une musulmane première femme présidente



Une musulmane issue de la minorité malaise est devenue mercredi la première femme présidente de Singapour, un événement assombri par des critiques dénonçant son accession sans élection à ce poste largement honorifique dans l'archipel d'Asie du Sud-Est.

Halimah Yacob, ancienne présidente du Parlement où elle était déjà la première femme à occuper ce poste, a accédé automatiquement à la fonction suprême après que deux rivaux potentiels eurent été éliminés car ils ne remplissaient pas tous les critères requis, selon les autorités.

L'un des critères prévoit que les candidats venant du secteur privé doivent justifier de trois ans de travail à la tête d'une entreprise dotée d'un capital d'au moins 500 millions de dollars singapouriens (310 millions d'euros), ce qui n'était pas le cas des deux rivaux potentiels.

Automatiquement qualifiée avec son mandat de député, Mme Yacob, âgée de 63 ans et portant le voile, avait été élue à

la tête du Parlement en 2013. Elle a démissionné en août pour se lancer dans la course à la présidentielle. Le chef de l'exécutif est le Premier ministre Lee Hsien Loong, membre du Parti d'action populaire (PAP) au pouvoir depuis 1959.

C'est la première fois aussi que la présidence a été réservée à la communauté malaise, à la suite d'une réforme de la Constitution en 2016 visant à garantir que des représentants de différentes communautés ethniques puissent accéder à la tête de l'Etat. La communauté chinoise est l'ethnie majoritaire.

En revanche, ce n'est pas la première fois à Singapour, pays riche où la liberté d'expression est étroitement contrôlée, que des candidats à la présidentielle sont disqualifiés, rendant un scrutin inutile.

"Bien qu'il n'y ait pas eu d'élection, mon engagement de vous servir reste le même", a déclaré Halimah Yacob.

L'annonce de sa nomination a provoqué des critiques et railleries sur les réseaux sociaux.

"Elue sans élection. Quelle plaisanterie", a ainsi écrit l'internaute Pat Eng sur son compte Facebook.

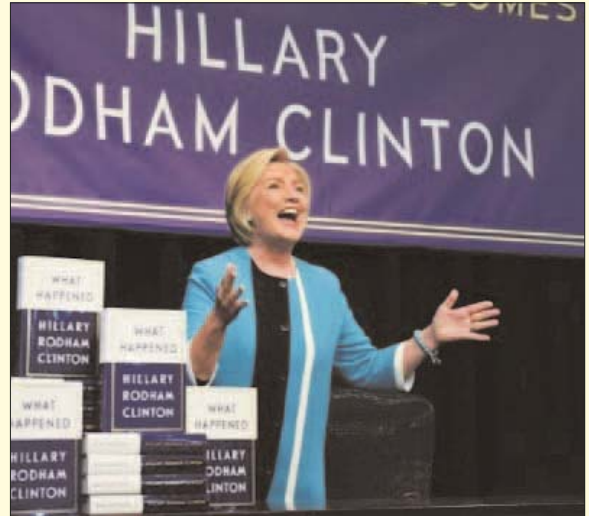
"A partir de maintenant, je vais l'appeler Présidente Privilegiée", a renchéri un autre utilisateur du site, Joel Kong.

Le dernier président malais de Singapour était Yusof Ishak, au pouvoir de 1965 à 1970, pendant les premières années de l'indépendance de l'archipel.

Halimah Yacob, mère de cinq enfants, sera investie jeudi pour un mandat de six ans.

DANS SON NOUVEAU LIVRE

## Hillary Clinton explique comment "ça s'est passé"



Butte il y a dix mois par Donald Trump, Hillary Clinton publie mardi aux Etats-Unis un récit personnel sur sa défaite. Elle y assume sa part de responsabilité mais refuse d'absoudre les protagonistes externes.

L'ancienne candidate, qui fêtera en octobre ses 70 ans, ne mâche pas ses mots sur le successeur de Barack Obama: un "menteur", indigne et incompetent. Elle dit s'être "frappé le front" en l'entendant expliquer récemment que le problème nord-coréen n'était "pas si simple".

Elle raconte le "choc" de la soirée électorale, dans sa chambre d'hôtel de New York, le sentiment d'être "vidée", la "tristesse" qui ne la quitta pas pendant des semaines. Puis le retour à la vie, grâce à sa famille, une technique de respiration alternative....

"Il n'y a pas eu une journée depuis le 8 novembre 2016 durant laquelle je ne me suis pas posé la question: pourquoi ai-je perdu? J'ai parfois du mal à me concentrer sur autre chose", écrit celle.

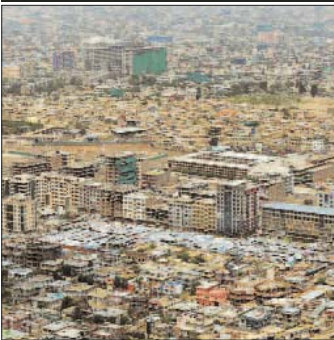
La sortie de "What Happened" ("Ça s'est passé comme ça", version française disponible le 20 septembre) s'accompagne d'une grande tournée de promotion: interviews, 15 conférences payantes jusqu'en décembre aux Etats-Unis et au Canada... et une première séance de dédicaces mardi dans une grande librairie de New York, la même que pour son livre de pré-candidature, en 2014.

Des centaines de personnes ont fait la queue, certains toute la nuit.

"Je viens juste de digérer l'élection", dit l'un de ses fans internationaux, Chris Rudolph. "Cela fait du bien de se retrouver avec d'autres personnes qui aiment Hillary".

PENDANT UN MATCH

## Une explosion se produit à l'entrée du stade de Kaboul



Une explosion se produit à l'entrée d'un stade de la capitale afghane pendant un match.

Une explosion s'est produite mercredi, vers 15h45 heure locale (12h45 heure de Paris) à l'entrée du stade international de cricket de la capitale afghane Kaboul pendant un match, a annoncé la chaîne de télévision Tolo News.

Selon les témoins, des ambulances arrivent sur les lieux de l'explosion.

IRMA

## 12 morts en Floride, Trump en visite jeudi

Le bilan s'est alourdi mardi en Floride après le passage dévastateur de l'ouragan Irma, qui a fait 12 morts dans cet Etat américain et ravagé plusieurs îles des Caraïbes. Bâtiments effondrés, mobiles homes écrasés et des tonnes de débris à perte de vue: Irma a laissé derrière lui des dégâts considérables dans l'archipel des Keys, avec 85% des habitations totalement ou partiellement détruites. C'est là qu'il avait frappé une première fois le territoire de la Floride dimanche matin, avec des vents soufflant à plus de 215 km/h. Alors la plupart des habitants rentraient constater les dégâts mardi, le porte-parole des services d'urgence de la Floride (Florida Division of Emergency

Management), Alberto Moscoso, a annoncé dans la soirée un nouveau bilan de 12 morts, sans préciser les causes de leurs décès. Plus tôt, le président américain Donald Trump avait annoncé qu'il se rendrait jeudi en Floride pour constater l'ampleur des dommages, accompagné de son épouse Melania. Dans les Caraïbes, le président français Emmanuel Macron a visité l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin, l'une des plus durement frappées par Irma, où s'est également rendu le roi des Pays-Bas Willem-Alexander. L'archipel des Keys, une langue de terre souvent très étroite à seulement quelques mètres au-dessus du niveau de la mer, offrait mardi un spectacle de désolation.

BRÉSIL

## Lula à nouveau sur le gril

Affaibli par les confessions explosives d'un ancien membre de sa garde rapprochée, l'ex-président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a été interrogé pour la deuxième fois mercredi par le juge anti-corruption Sergio Moro. Déjà condamné à près de dix ans de prison par ce même magistrat en juillet dans le cadre d'une autre affaire, Lula, 71 ans, visé au total par six procédures judiciaires, est sous la menace de multiples épées de Damoclès qui pourraient étouffer dans

l'œuf ses ambitions de retour au pouvoir. La semaine dernière, il a été atteint de plein fouet par les révélations d'Antonio Palocci, son ancien ministre des Finances, qui a été arrêté en septembre 2016 et condamné depuis à une peine de 12 ans de prison. Lui aussi interrogé par le juge Moro, ce dernier a affirmé que Lula avait passé "un pacte du sang" entre son Parti des travailleurs (PT) et l'entreprise Odebrecht, au cœur du scandale de corruption qui secoue le Brésil.

BARCELONE

## Évacuation de la Sagrada Familia après une fausse alerte

La police espagnole a fait évacuer temporairement mardi soir la Sagrada Familia, la basilique emblématique de Barcelone, et des commerces alentour, après qu'une camionnette garée à proximité a provoqué ce qui ne fut finalement qu'une "fausse alerte". La police régionale de Catalogne a installé un cordon de sécurité et envoyé une équipe de démineurs inspecter une camionnette "suspecte" avec deux personnes à bord, garée non loin de l'église. Les autorités ont annoncé l'opération sur Twitter en demandant aux habitants de rester cloîtrés, puis ils ont assuré qu'aucun explosif n'avait été découvert. "C'est une fausse alerte. Situation normalisée dans la Sagrada Familia," a précisé la police, ajoutant qu'il n'y avait eu aucune interpellation.

L'incident est intervenu moins d'un mois après que 16 personnes ont été tuées dans deux attentats à la voiture-bélier et au couteau à Barcelone et dans une station balnéaire proche. Les attentats ont été revendiqués par le groupe jihadiste Etat islamique. La basilique de la Sagrada Familia, joyau moderniste inachevé de l'architecte espagnol Antoni Gaudí, commencé en 1882, attire chaque année des millions de visiteurs.

LICENCES D'IMPORTATION

# Le Premier ministre se montre rassurant

**Concernant le sujet des licences d'importation, lesquelles ont fait couler beaucoup d'encre, le Premier ministre a nié l'intention du gouvernement d'annuler le système des quotas d'importation.**

Le gouvernement assure et rassure qu'il maintient bien sa politique sur le montage de véhicules et les licences d'importation. Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a écarté tout changement de cap. S'exprimant en marge de l'ouverture de la session parlementaire, hier, au Conseil de la nation, le Premier ministre a défendu les projets de montage de véhicules qui ont suscité une vive polémique.

Répondant à une question sur ces licences d'importation, le Premier ministre a précisé que "ces licences sont toujours en vigueur" et que le gouvernement a apporté les éclaircissements nécessaires concernant ce point. S'agissant des projets de montage de véhicules en Algérie, M. Ouyahia a affirmé que ces derniers "se poursuivent".

"Si l'Algérie avait préservé son industrie dans ce domaine depuis l'indépendance, nous serions aujourd'hui en train de produire des véhicules de fabrication algérienne", a souligné le Premier ministre.

"Le Japon et la Corée du Sud, qui sont les leaders mondiaux de l'industrie automobile, avaient débuté avec le boulot et le tour-nevis", a-t-il fait remarquer avant de poursuivre "pourquoi sommes-nous aujourd'hui pressés en Algérie d'atteindre ce niveau?"

En effet, il est utile de rappeler que le Premier ministre, a procédé fin août dernier, à l'abrogation du décret ayant trait aux modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation des produits et marchandises. Désormais, la décision finale d'attribution d'une licence d'importation n'appartient plus à l'accord du Premier ministre, et relève du département du Commerce.

S'agissant des projets de montage de véhicules en Algérie, M. Ouyahia a affirmé que ces derniers "se poursuivent".

**ECLAIRCISSEMENT SUR CE QUE DIT LA LOI**

L'article 2 de ce décret (17-202) a ainsi amendé l'article 5 du décret de 2015 (le 15-306), en stipulant que les licences d'importation "sont accordées par le ministre chargé du commerce, sur proposition du Comité interministériel permanent, après accord du Premier ministre".

Il est à rappeler également pour mieux comprendre, qu'en juin dernier, le décret 17-202 avait apporté un amendement de taille concernant le mode de délivrance de ces licences, en ajoutant la condition suivante: toute décision du ministère du Commerce relative à l'octroi d'une licence doit être validée par le Premier ministre. Le ministère a précisé donc à l'intention des opérateurs économiques que "le régime des licences d'importation ou d'exportation est toujours en vigueur tandis que l'abrogation contenue dans le décret exécutif 17-245 du 22 août 2017 ne concerne que certains aspects réglementaires du décret 17-202 du 22 juin 2017 modifiant et complétant le décret 15-306 du 6 décembre 2015".

Ainsi, "les dispositions du décret 15-306 fixant les conditions et les modalités d'application du régime des licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises demeurent en vigueur". Le décret paru dans le dernier JO (le 17-245 du 22 août) est donc venu annuler les dispositions du décret précédent, celui de juin 2017, c'est à dire pour annuler la condition de soumettre l'octroi des licences à l'accord du Premier ministre.

Désormais, l'obtention des licences est tributaire du seul ministère du Commerce, comme c'était le cas entre janvier 2016 et juin 2017. Ainsi donc et pour bien résumer : c'est à l'administration du commerce de régir les licences d'importation qui demeurent toujours en vigueur.

Pour rappel, le décret 15-306 du 6 décembre 2015 stipule que les licences d'importation ou d'exportation automatiques sont délivrées par les secteurs ministériels concernés sur la base d'une demande accompagnée de documents justifiant la conformité des produits selon leur nature et la situation juridique

des opérateurs économiques. Quant aux licences non automatiques- qui sont l'objet des décrets 17-245 et 17-202- elles sont accordées par le ministère du Commerce sur proposition d'un comité interministériel permanent institué auprès de ce ministère, afin de gérer les contingents de produits.

Ce comité a pour mission de formuler des propositions relatives à la liste des produits et la détermination des volumes quantitatifs des contingents.

La durée de validité des licences est fixée à six (6) mois à compter de sa date de délivrance. Selon le décret, la licence délivrée a un caractère "personnel et incessible". En cas de non utilisation, elle doit être restituée au comité, au plus tard, dans les 10 jours ouvrables, suivant sa date d'expiration. Au début de leur application, en janvier 2016, les licences concernaient exclusivement les voitures, le ciment portland gris et le rond à béton avant d'être élargies à certains produits agricoles et de l'agroalimentaire et, récemment, aux produits électroménagers, téléphones portables et produits cosmétiques.

**QUELQUES CHIFFRES**

Enfin, il est utile de rappeler également question chiffres que les importations des véhicules de tourisme par les concessionnaires ont connu un recul substantiel au cours du 1er semestre 2017 de l'ordre de 71% en terme de valeur et de plus de 78% en terme de nombre.

Ainsi, entre janvier et fin juin 2017, la facture des véhicules de tourisme importés par les concessionnaires automobiles s'est chiffrée à 111,33 millions de dollars contre 382,52 millions de dollars au même semestre de 2016, soit une chute de 71% en terme de valeur, précise-t-il.

Quant au nombre des véhicules de tourisme importés, il a été de 7.787 unités contre 35.571 unités au 1er semestre 2016, soit une diminution de 78,11% en terme de nombre.

Selon le même responsable, ces 7.787 véhicules représentent le reliquat des commandes faites par les concessionnaires en 2016, sachant que les licences d'importation au titre de l'année 2017 n'ont pas encore été accordées. Mais outre ces véhicules de tourisme importés en produits finis, la facture des collections CKD importées par les concessionnaires dans le cadre du mon-



tage industriel des véhicules de tourisme en Algérie, s'est chiffrée à un montant de l'ordre de 540 millions de dollars au 1er semestre 2017 contre 268 millions de dollars au même semestre 2016. Ainsi, la facture globale

d'importation des véhicules de tourisme et des collections CKD s'est établie à 651,45 millions de dollars au 1er semestre 2017 contre 650,5 millions de dollars au même semestre 2016.

Saïd B.

## LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

### Ouvrir ? Fermer ?

Ouvrir toute notre économie conformément aux exigences de la mondialisation nous a amenés directement vers l'aggravation des frustrations économique-sociales des populations et vers les émeutes. Ouvrir l'Algérie au monde et le monde à l'Algérie ? Nous sommes en général dans le premier cas dans un contexte où c'est notre capacité financière qui est convoitée car elle fait de notre pays un excellent et fidèle client qui paie en plus dans les délais définis par contrat. On dit que l'Algérie a une signature de qualité. On le dit depuis longtemps déjà pour expliquer que notre pays paie ses dettes rubis sur ongle, bien que les engagements étrangers à transmettre le savoir-faire et l'expertise technologique n'ont pratiquement jamais été tenus. Ouvrir donc l'Algérie au monde fera de notre marché un souk, simplement un bazar, avec des marchandises venues de toutes parts chez nous en compensation de nos capitaux qui iront à l'étranger, chez nos fournisseurs. Ouvrir le monde à l'Algérie. Cela fait depuis longtemps qu'il est prétendu qu'ouvrir notre économie au monde ramènera des investisseurs étrangers qui développeront notre pays, qui produiront sur notre territoire des marchandises à exporter, qui formeront nos cadres et qui feront de l'Algérie une plaque tournante pour toutes les économies du monde. Cela fait longtemps qu'un tel rêve est fait les yeux ouverts. Comme pour tout rêve, il y a hélas le réveil qui nous ramène aux dures réalités.

Bien que tout cela ait été un projet dont le processus de mise en œuvre a été, dit-on, lancé, il y en a qui persistent encore à dire que nous avons emprunté le chemin qui mène à bon port. Mais, ô mon Dieu, ne devons-nous pas sortir des autosatisfactions et nous dire plutôt qu'il y a plus de quarante ans que nous a été rabâché qu'à l'horizon des années 80, l'Algérie atteindrait le niveau de l'Espagne? A cet horizon, ce serait le miracle qui aura été réalisé par les Algériens, un miracle qui se réaliserait d'abord dans l'industrie. C'est bien dans l'industrie que, majoritairement, se créent ou se détruisent des emplois. C'est dans l'industrie que s'évalue la capacité du pays à aller vers le développement. C'est également dans l'industrie, ou plutôt par les privatisations, que s'éveillent les consciences en rapport avec les convictions ou les intérêts. Pour les uns, par les privatisations, c'est le pays dans toutes ses dimensions qui est proposé à la vente, y compris sa souveraineté. Il était dit par d'autres que ne pas privatiser, reviendrait à faire l'économie de la sauvegarde des entreprises qui ne demeurent en activité que parce que le Trésor public vient à leurs secours.

N. B.

COMPLEXE GAZIER DE REGGANE

## Lancement de la production avant la fin 2017

Le complexe gazier de Reggane (Adrar) entamera sa phase d'exploitation commerciale avant la fin de l'année 2017, a-t-on appris mercredi auprès des responsables du groupe Sonatrach.

Mené par le Groupement Reggane (RGN), ce complexe produira 8,244 millions de m3/jour et 148 barils/jour de condensat, selon les données présentées par les responsables du projet lors de la visite du P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, à Adrar. En effet, les travaux de réalisation du

Centre de traitement de gaz (CPF), confié au groupe Petrofac, ont atteint actuellement 95,3%, et seront pratiquement achevés en décembre 2017, ce qui permettra d'effectuer les premières opérations d'exportation du gaz de ce complexe.

Le contrat avec Petrofac comprend également la réalisation d'un réseau de collecte de gaz et une ligne d'expédition de gaz de vente d'une longueur de 74 km.

Les réserves de ce site gazier, dont le périmètre englobe les gisements de Reggane Nord, Kahlouche, Kahlouche Sud, Sali,

Tiouline et Azrafil Sud-est, sont estimées à 88,6 milliards de m3 dont 55 milliards de m3 sont récupérables. Le plan de développement du site prévoit la production de 2,76 milliards de m3/an sur une période de 12 ans. Constitué en mars 2012, le groupement RGN est détenu par Sonatrach à hauteur de 40%, Repsol à 29,25%, RDE (19,5%) et Edison (11,25%). Le montant d'investissement et de développement est de 2,85 milliards de dollars, d'après les mêmes données.

R. N.

# Améliorer l'environnement des affaires parmi les priorités

**Parmi les priorités du plan d'action du gouvernement qui sera présenté dimanche prochain par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, devant l'Assemblée populaire nationale (APN), figurent l'amélioration de l'environnement des affaires et la facilitation des investissements productifs des biens et services.**

Ainsi, dans l'optique du maintien de la dynamique de la croissance et la progression dans le développement des exportations hors hydrocarbures, il est retracé dans le texte du plan d'action que le Gouvernement escompte s'atteler à la redynamisation et l'accompagnement du processus de développement économique du pays en poursuivant trois axes principaux.

Il s'agira de l'amélioration de l'environnement des affaires, l'encouragement de l'investissement dans tous les secteurs et de la poursuite de la réalisation du programme d'équipements publics validé ces dernières années. Pour ce qui est de l'amélioration de l'environnement des affaires, le Gouvernement vise à consolider et approfondir les progrès réalisés dans ce domaine. A cet effet, il "veillera d'abord, sauf nécessité impérieuse, à la stabilité du cadre juridique et réglementaire de l'activité économique, de sorte à donner de la visibilité aux opérateurs".

Le Gouvernement veillera également à la levée des entraves et pesanteurs bureaucratiques persistantes sur le terrain au détriment de la dynamique de l'investissement, notant que les procédures et autorisations liées à l'investissement seront décentralisées au niveau des wilayas. Dans ce contexte, l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) mettra au niveau opérationnel adéquat ses structures déconcentrées au niveau des wilayas et il en sera de même pour toutes les autorités administratives impliquées dans le processus d'investissement.

## RENFORCER LE RÉSEAU DES BANQUES

De même, la réforme et la modernisation du système bancaire et financier sera accompagnée d'un renforcement du réseau des banques à travers le territoire national avec un intérêt particulier accordé aux wilayas et wilayas déléguées du sud du pays.

Le Gouvernement veillera aussi à dynamiser davantage la mise à niveau des PME en poursuivant également l'important programme de mise à niveau des entreprises publiques économiques. En outre, "un effort substantiel sera engagé par les pouvoirs publics compétents pour accompagner les start-up ainsi que le développement des très petites entreprises nées des dispositifs Ansej et Cnac, déjà affirmées sur le marché de la production de biens et services", note le plan d'action.

**SATISFAIRE LA DEMANDE EN TERMES DE FONCIER INDUSTRIEL.** Toujours dans le sens de l'amélioration de l'environnement des affaires, le Gouvernement entend répondre et satisfaire la demande importante en termes de foncier industriel à travers le territoire en vue de dynamiser l'investissement et garantir la propagation du développement économique aux quatre coins du pays. Les pouvoirs publics veilleront au suivi permanent du dossier du foncier industriel de sorte à prévenir les tentatives de détournement ou l'immobilisation de ce patrimoine au-delà des délais raisonnables sans réaliser les investissements prévus.

Parallèlement, l'extension et la mise à niveau des zones d'activité économiques (ZAC), sont programmées ainsi que l'accompagnement de la remise à niveau des zones industrielles déjà

en activités, avec le concours des opérateurs économiques qui y sont installés. D'autres part, ce même plan d'action porte sur la poursuite de la promotion de la production nationale de biens et services sur le marché local ainsi que de la démarche volontariste du Gouvernement visant la régulation et la réduction des importations.

Pour ce qui est de l'encouragement des exportations hors hydrocarbures, le Gouvernement donnera une plénitude aux accords de partenariat et d'ouvertures économiques, le défi consistant également à sauvegarder la souveraineté économique du pays à travers un redressement de la balance des paiements.

## ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Par ailleurs, le Gouvernement entend maintenir les avantages énoncés dans le Code des investissements au profit des investisseurs, même en dépit des difficultés actuelles au niveau des finances publiques.

Il maintiendra également les régimes préférentiels d'encouragement à l'investissement prévus au bénéfice des projets qui seront réalisés dans les wilayas des Hauts Plateaux et du Sud. D'autre part, il vise à réaliser une carte territoriale des opportunités d'investissements en vue d'inciter à la valorisation des atouts et des ressources disponibles à travers le territoire et prévenir également des saturations excessives de créneaux de production au détriment des investissements eux-mêmes.

Cette carte sera réalisée avec la contribution des wilayas et le concours des associations patronales et des chambres nationales et régionales de commerce et d'industries, précise le texte.

Le plan d'action comprend également l'encouragement des partenariats entre entreprises publiques et opérateurs et investisseurs nationaux ou étrangers au profit de la valorisation du potentiel économique public et le rehaussement de sa compétitivité.

A cet effet, le texte précise que le Gouvernement encouragera la promotion des partenariats avec les investisseurs étrangers dans tous les domaines sur la base du cadre juridique en vigueur, tout en veillant à dynamiser la diplomatie économique en vue de faire connaître la potentialité du marché algérien. Il est également question du renforcement de la normalisation et de l'intégration industrielles, avec le développement des capacités nationales en termes de normes et de laboratoires de contrôle industriels au profit de l'amélioration de la qualité de la production industrielle et la progression de sa compétitivité.

Le Gouvernement veillera par le biais de cahiers des charges à la dynamisation du rythme d'augmentation du taux d'intégration nationale dans les activités de montage et d'assemblage dans les industries mécaniques, électroniques, électroniques et autres.

## DE NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT DANS LE LOGEMENT

Dans un autre palier, et tout en mobilisant de nouvelles sources de financement, le Gouvernement s'engage à achever la réalisation de 1,6 million de logements d'ici la fin de 2019, indique le plan d'action du Gouvernement. "L'Algérie a déjà réalisé, entre 2000 et 2017, des avancées exceptionnelles matérialisées notamment par près de 3,6 millions de logement livrés et près d'un million de logements en cours de réalisation. Le Gouvernement maintiendra cet engagement au double plan quantitatif et qualitatif, pour résorber définitivement le déficit de logement", indique le plan d'action. A cet effet, l'Exécutif s'engage, à investir les efforts nécessaires pour achever, d'ici la fin de 2019, un ensemble de 1,6 million de logements en cours de réalisation par l'Etat ou avec son concours dans différentes catégories (logement social locatif, logement rural, location vente et logement promotionnel public). Cet effort sera accompagné de plusieurs actions, à savoir la diversification de l'offre de logements à travers l'adaptation des segments existants aux capacités financières de l'Etat, ainsi qu'aux revenus de demandeurs, à la rationalisation des coûts de réalisation du logement public. Outre la réalisation de programmes de logements sociaux locatifs et la poursuite de l'aide au logement rural, le Gouvernement travaillera à la réalisation de logements publics en faveur des populations à faible revenus, en milieu urbain et

rural, avec la participation financière des bénéficiaires. A ce titre, le Gouvernement va mettre l'accent sur l'encouragement de la formule du "logement promotionnel aidé" (LPA) avec l'implication des collectivités locales.

Quant au financement, le Gouvernement travaillera à la mobilisation de nouvelles sources de financement pour la poursuite de l'effort public de réalisation de logements, y compris des produits bancaires diversifiés et adaptés, l'épargne des demandeurs de logements et les revenus de la gestion immobilière du patrimoine public.

"Les pouvoirs publics agiront aussi pour la dynamisation de l'activité immobilière à travers la promotion de partenariats public/privé et la mise en place d'un régime incitatif pour l'investissement dans la réalisation du logement destiné à la location notamment par le développement du marché locatif privé", indique le document.

Il encouragera également l'apport de l'investissement privé dans la réalisation et l'aménagement des villes nouvelles et des pôles urbains.

## AMÉLIORER LE SYSTÈME DU TRANSPORT

Par ailleurs, les efforts dans le secteur du transport seront tournés vers l'amélioration du système du transport de voyageurs et de marchandises "pour assurer une augmentation de sa fréquentation et une rentabilisation des investissements consentis", note le plan d'action.

Le ralentissement du lancement de nouveaux projets d'infrastructures de base qu'impose la crise financière "ne sera pas préoccupant pour le développement national", d'autant que "le portefeuille des chantiers à parachever est très important".

Les conditions de circulation routière seront, quant à elles, consolidées avec l'engagement d'"une détermination accrue" dans la lutte contre l'insécurité routière. Le Gouvernement s'engage aussi à parachever les infrastructures de transport lancées tels que les aéroports d'Alger et d'Oran et le port-centre de Chercheil.

## MAINTENIR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Ainsi, le gouvernement va maintenir le programme de soutien au développement agricole qui a permis à l'économie agricole "de faire un bon qualitatif avéré", note le plan d'action qui précise que ce secteur a contribué de 12% au PIB en 2016 et constitue le premier secteur économique fournisseur d'emplois dans le pays. Il s'agit aussi de veiller à l'extension des surfaces agricoles irriguées pour les porter à un (1) million d'hectares, à la poursuite du développement de l'agriculture saharienne par la création de nouveaux périmètres, ainsi que la mise en valeur des fermes pilotes par le biais de leur concession à des investisseurs sur la base de cahiers des charges.

L'Exécutif s'engage également à mobiliser des partenariats entre des investisseurs nationaux et étrangers pour le développement d'une agriculture intensive et moderne, notamment au sud du pays et dans les Hauts Plateaux. En aval du secteur, le Gouvernement accordera une "importance particulière" au développement des industries agroalimentaires à l'effet d'assurer un marché à la production agricole en croissance continue, et ce, par la transformation et l'exportation.

## DAVANTAGE D'INFRASTRUCTURES POUR L'EAU ET L'ÉLECTRICITÉ

Le gouvernement s'attellera à la poursuite de la réalisation des infrastructures dans le secteur des ressources en eau et de l'électricité, pour assurer une meilleure mobilisation de l'eau et une production accrue de l'électricité.

Concernant l'eau, l'objectif est la poursuite des investissements permettant d'augmenter la capacité de stockage de 8 à 9 milliards de m3, tout en augmentant les capacités de transfert des grands barrages vers les régions exposées au stress hydrique. Le programme de l'Exécutif porte aussi sur la mobilisation et la rationalisation de l'usage de l'eau, ainsi que la poursuite du programme de protection des villes contre les inondations. Selon ce plan d'action, le gouvernement poursuivra la réalisation et l'entretien des réseaux d'alimentation afin de porter le taux de raccordement aux réseaux d'eau potable de 98% à 99%. Les actions vont aussi porter sur la rationalisation de l'usage de l'eau potable et la lutte contre le gaspillage.

Ainsi le Gouvernement veillera à assurer une meilleure rentabilité du réseau des stations de dessalement de l'eau de mer déjà réalisées.

En matière de production de l'électricité, et afin de répondre à une demande de plus en plus croissante, le programme en cours de réalisation permettra de faire passer la puissance installée à 30.000 MW à l'horizon 2020.

L'Exécutif agira pour améliorer davantage le taux de raccordement des foyers à l'électricité établi à 97%, ainsi que le taux de pénétration du gaz naturel qui atteint, quant à lui, une moyenne nationale de 47%.

Outre le développement des capacités, la réussite de ce programme passe par une amélioration de l'entreprise concernée et le redressement de sa situation financière "gravement déstructurée", note le plan du gouvernement. La procédure nécessite une évolution graduelle de la tarification, une lutte sévère contre les branchements illicites, ainsi qu'une politique ferme pour le recouvrement des créances détenues sur les consommateurs, y compris les administrations publiques.

## L'AUTRE ENJEU DU GOUVERNEMENT

La modernisation de la sphère commerciale constitue "un enjeu de premier ordre" dans le Plan d'action du Gouvernement, qui consistera, entre autres mesures, à prévenir les fraudes de surfacturation dans le secteur du commerce extérieur.

Cette modernisation a pour effet de "réguler et, le cas échéant, d'assainir les activités commerciales dans le cadre de la loi et au bénéfice des consommateurs". Il s'agit également de concourir à la promotion de la production locale "à l'abri des fraudes diverses, y compris lors des importations", et de participer à la restauration de l'équilibre de la balance des paiements.

En ce qui concerne la régulation du marché, le Gouvernement agira notamment pour la promotion, avec le concours des investisseurs privés, des circuits de la grande distribution garante d'approvisionnements "réguliers et transparents", et le suivi et le contrôle des produits de large consommation, y compris pour le respect des marges et le contrôle des prix.

## RENFORCER LES CAPACITÉS DES DOUANES

S'agissant du commerce extérieur, le Gouvernement veillera au renforcement des capacités et instruments de l'Administration des Douanes, à la prévention des fraudes de surfacturation, et ce, avec le concours d'organismes internationaux de vérification des prix. Il procédera, à cet effet, à la sanction des importateurs fraudeurs et à la mise en place de dispositions de sauvegarde destinées à réduire la facture des importations, et ce, avec le concours des organisations des opérateurs économiques.

## DÉVELOPPER L'EXPLOITATION DES POTENTIALITÉS EXISTANTES

Le développement du secteur de l'énergie demeure une priorité pour le Gouvernement qui a défini les grandes lignes de sa stratégie relative au développement de la production des hydrocarbures, des énergies renouvelables et de l'industrie minière.

"Le secteur de l'énergie demeurera pendant longtemps encore la première source de revenus extérieurs du pays. Le développement de l'économie de l'énergie est également une nécessité pour le développement des autres secteurs d'activités", note le plan d'action.

Il s'agit de "développer l'exploitation des potentialités existantes" et d'étendre la prospection de nouvelles sources d'énergies aux hydrocarbures schisteux "dans le strict respect de l'environnement et de la santé de la population". Le document indique, en outre, que Sonatrach bénéficiera des conditions appropriées pour mobiliser les partenariats et les associations étrangères nécessaires afin de conduire cette politique. Et dans une optique de valorisation locale des hydrocarbures, le Gouvernement investira un effort accru pour le développement des industries en aval des hydrocarbures, notamment l'industrie pétrochimique. Le Gouvernement demeurera également à l'écoute du secteur de l'énergie pour toute révision de la loi sur les hydrocarbures à l'effet d'améliorer l'attractivité du pays en direct.

*Khadidja M.*

FINANCEMENT NON CONVENTIONNEL, MODIFICATION DE LA LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

# Attention au scénario vénézuélien

Professeur des universités,  
expert international  
Abderrahmane MEBTOUL

**Le premier ministre algérien vient d'annoncer que l'Algérie irait au financement non conventionnel et une possibilité de réviser la loi sur la monnaie et le crédit. Je viens d'attirer officiellement l'attention du gouvernement sur les possibles effets pervers de telles mesures au cas où le gouvernement s'immiscerait dans la politique monétaire de la Banque d'Algérie qui relève selon la constitution du président de la République et non du gouvernement et du financement non conventionnel par la planche à billets (concernant la partie dinars) qui n'irait pas aux secteurs créateurs de valeur ajoutée. Cette politique conduirait au scénario vénézuélien en faillite. Un débat national s'impose sur ces deux mesures qui ont des incidences sociales et politiques et donc sur la sécurité nationale (interviews du professeur Abderrahmane Mebtoul à Radio Algérie internationale (RAI) et à la TV El Bilad 05 septembre 2017).**

**S**i il peut être applicable dans les pays développés le crédit à la consommation redynamise l'économie par la consommation, il l'est à certaines conditions : premièrement, il n'est pas si aisé d'agir sur le niveau de consommation globale car la consommation dépend de facteurs économiques et psychosociologiques qui ne sont pas toujours facilement identifiables ni maîtrisables. Deuxièmement, le paradoxe consommation - épargne constitue également une limite au keynésianisme : les entrepreneurs n'investissent que si le coût du capital est faible donc si les taux d'intérêts sont faibles car la rentabilité du capital doit être supérieure au taux d'intérêt. Dans le cas contraire les entrepreneurs n'investissent pas.

Or, les taux d'intérêt faibles supposent une épargne abondante, et une épargne abondante ce qui est incompatible avec une forte consommation. Ainsi, à la lumière de l'expérience algérienne, le modèle keynésien est difficilement transposable. Pour l'Algérie, environ en 2016, 97/98% des recettes en devises proviennent directement et indirectement des hydrocarbures brut et semi-brut, 83% du tissu productif est constitué de petits commerce/services, le secteur productif étant marginal, le secteur industriel moins de 5% du PIB et sur ces 5%, plus de 95% de PMI/PME peu innovantes. Donc existe une part incompressible, des importations nécessaires à la population et aux segments productifs, 70% des entreprises publiques et privées -taux d'intégration inférieur à 15%, fonctionnant avec des inputs importés.

En cas de non dynamisation du secteur productif entre 2017/2020, en s'en tenant au financement interne par nos propres moyens, l'on ira forcément à l'épuisement des réserves de change.

Comme les réserves de change tiennent la valeur du dinar déjà coté officiellement à plus de 130 dinars un euro et plus de 190 dinars sur le marché parallèle, un montant de réserves de change de 10/20 milliards de dollars entraînera forcément une cotation officielle à plus de 200 dinars un euro, un processus inflationniste avec forcément le relèvement des taux d'intérêt. A un cours de 48 dollars, les recettes de Sonatrach seront inférieures à 30 milliards de dollars (à un cours de 47 dollars les recettes de Sonatrach ont été de 27 milliards de dollars en 2016 et pour un cours du Brent 52/55 dollars, les recettes de Sonatrach, représentant 98% des entrées de devises, seraient entre 30/34 milliards de dollars, (à soustraire 20% de coût), pour une sortie de devises biens-services transferts légaux de capitaux qui ont été de 60 milliards de dollars en 2016 et seront entre 50/60 milliards de dollars en 2017.. Car entre 2000/2017, nous avons pu constater à une mauvaise programmation, à la surestimation des dépenses et à de longs retards dans l'exécution des projets, de très importants dépassements de budget au niveau de

différents projets dont l'existence d'un décalage entre la planification budgétaire et les priorités sectorielles, l'absence d'interventions efficaces due à un morcellement du budget résultant de la séparation entre le budget d'investissement et le budget de fonctionnement, des passifs éventuels potentiellement importants, de longs retards et des surcoûts pendant l'exécution des projets.

Ceci, témoin de la faiblesse de la capacité d'exécution des organismes d'exécution et que ni les ministères d'exécution, ni le ministère des Finances n'ont suffisamment de capacités techniques pour superviser la qualité de ces études, se bornant au contrôle financier, le suivi technique (ou physique) exercé par les entités d'exécution étant inconnu ou au mieux insuffisant. De nombreuses faiblesses trouvent leur origine dans l'urgence qui accompagne la préparation des projets notamment la myriade de demandes spécifiques auxquelles les projets sont supposés répondre avec des chevauchements des responsabilités entre les diverses autorités et parties prenantes (des dizaines de commissions ministérielles et commissions de wilaya) ce que les économistes appellent les coûts de transactions et ce, faute d'une organisation institutionnelle non optimale.

Dès lors, nous aurons (04) impacts de l'inefficacité de la dépense publique : -a- sur la valeur des importations car le gonflement est du essentiellement à la dépense publique : -b- sur le processus inflationniste qui est à l'origine pour partie de l'inflation et très accessoirement les salaires qui représentent moins de 25% rapportés au produit intérieur brut : c- sur la balance des paiements du fait que le doublement de la valeur des services entre 2002/2017, 10/11 milliards de dollars/an concerne essentiellement le poste infrastructures (assistance étrangère) renvoyant à la dévalorisation du savoir : d- sur le taux de croissance global et sectoriel. Là aussi il faut replacer les chiffres dans leurs véritables contextes car que les hydrocarbures irriguent l'ensemble de l'économie et le segment hors hydrocarbures l'est à plus de 80% sur le total des 5/6% hors hydrocarbures de taux de croissance invoqués par les officiels (moyenne 2000/2016) , restant aux seules véritables entreprises une participation réelle inférieure à 10% du total du produit intérieur brut (PIB) comme le montre depuis plusieurs années les exportations hors hydrocarbures (environ 3% du total).

La question centrale qui se pose et qui devrait interpeller les plus hautes autorités algériennes au plus haut niveau est comment avec une dépense publique sans précédent depuis l'indépendance politique, les résultats sont-ils si mitigés d'où l'urgence d'une quantification précise des capacités d'absorption de ces dépenses car tout divorce entre les objectifs et les moyens nationaux limités, dont la solution de facilité est le recours forcément aux entreprises étrangères avec



des réalisations clés en main limitant forcément l'accumulation du savoir-faire technologique et organisationnel interne sans compter les réévaluations permanentes? Doit-on continuer dans cette trajectoire où les dépenses ne sont pas propositionnelles aux impacts où les réserves de change sont dues à des facteurs exogènes

### 2.3.-Le financement non-conventionnel et le risque inflationniste à la vénézuélienne

D'une manière générale, la dépense publique à ses propres limites me montre la crise mondiale récente, et le problème fondamental stratégique qui se pose à l'Algérie réside en l'urgence d'une bonne gouvernance renouvelée se fondant sur un Etat de droit et la démocratisation des décisions, l'épanouissement de l'entreprise concurrentielle nationale ou internationale et son fondement, la valorisation du savoir, richesse bien plus importante que toutes les ressources d'hydrocarbures. Comment ne pas rappeler que lors de la conférence nationale sur le développement économique et social le 04 Novembre 2014 en présence du Premier ministre de l'époque et des membres du gouvernement, reproduite octobre/novembre 2014 dans la presse nationale et internationale ([www.google.com](http://www.google.com)), j'avais proposé d'approfondir les réformes structurelles et mettre en place un large front social face à la chute du cours des hydrocarbures sous le titre " le Pr Mebtoul préconise la création d'un comité indépendant de sauvegarde contre les effets de la crise." Avons-nous été écoutés depuis ? Je ne puis oublier ce jour où la majorité des ministres - pas tous - et des experts, affirmant que le cours allait remonter, rejetant cette proposition et que le Pr Mebtoul était un oiseau de mauvais augure.

Même les experts du Conseil économique et social ont induit en erreur les autorités du pays par des rapports de complaisance entre 2013/2014. La dépense monétaire encourageant les infrastructures qui ne sont qu'un moyen à un impact limité pour un développement durable. Aussi, attention pour l'Algérie à une application irréfléchie du financement non conventionnel en donnant la préférence à la

planche à billets qui entrainerait l'Algérie dans un processus inflationniste incontrôlé à l'image de l'expérience vénézuélienne au bord de la faillite et ce, bien que ce pays possède la plus grande réserve mondiale de pétrole.

Il y a urgence de poser les véritables problèmes à savoir, l'approfondissement de la réforme globale pour un véritable développement hors hydrocarbures du passage d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures.

Et seules des réformes internes permettront de modifier le régime de croissance pour atteindre une croissance durable hors hydrocarbures condition de la création d'emplois à valeur ajoutée, mettant fin progressivement à cette croissance volatile et soumise aux chocs externes, les dépenses monétaires sans se préoccuper des impacts et l'importance des réserves de change, n'étant pas synonyme de développement car fonction, du cours des hydrocarbures.

**En résumé**, l'Algérie doit méditer l'expérience vénézuélienne surtout si elle retient le financement non conventionnel qui conduira inéluctablement à l'inflation.

Mais sous réserve de profondes réformes structurelles et d'une vision loin du populisme stérile qui a conduit le pays à cette situation, réformes qui déplacent forcément des segments de pouvoir assis sur la rente, l'Algérie a toutes les potentialités pour devenir un pays émergent. L'Algérie pour ne pas renouveler cette expérience malheureuse de semi-faillite doit éviter des discours euphoriques et méditer la leçon vénézuélienne.

Car, paradoxalement, l'avancée ou l'accélération des réformes en Algérie est inversement proportionnelle au cours du pétrole, paradoxalement étant freinée lorsque les cours s'élèvent. Pour l'Algérie se pose cette question stratégique : pétrole bénédiction ou malédiction ?

Il faut avoir une vision stratégique avec une quantification précise dans le temps du mode de financement et surtout une nette volonté politique de réformer, loin des utopies des années 1970. Commettre des erreurs n'est pas une tare. La pire des erreurs pour un pays n'est pas de se corriger.

*ademmebtoul@gmail.com  
(Suite et fin).*

GAZODUC ENTRE BEJAIA ET AOKAS

## Guitouni donne symboliquement le starter pour la reprise des travaux

INVESTISSEMENT  
TOURISTIQUE  
**37 projets en  
chantier à  
Adrar**

Trente-sept (37) projets touristiques, retenus dans le cadre de l'investissement privé, sont en cours de réalisation à travers la wilaya d'Adrar, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA).

Les chantiers de ces projets, qui font partie d'un total de 86 investissements touristiques avalisés par le secteur dans la wilaya d'Adrar, enregistrent actuellement un taux d'avancement "appréciable", a-t-on précisé. Il s'agit de diverses structures d'accueil (village touristique, hôtels, camps de vacances et autres), dont la réception de cinq (5) d'entre elles est prévue avant la fin 2017, pour générer, une fois opérationnelles, plus de 480 postes d'emploi, a-t-on fait savoir.

Totalisant 2.865 lits, ces nouvelles structures touristiques vont contribuer à renforcer les capacités d'hébergement dans la wilaya d'Adrar et à prendre en charge les grands flux de touristes attendus, à partir de la prochaine saison du tourisme saharien, signale-t-on.

Le secteur du tourisme a été renforcé également par de nombreuses opérations, dont la construction et l'équipement de deux (2) nouvelles installations publiques, à savoir un Centre de l'artisanat traditionnel et des métiers à Tinerkouk (Nord d'Adrar) et une Maison de l'Artisanat traditionnel à Timimoune, la réalisation d'une étude technique relative à la création de cinq (5) zones d'expansion et sites touristiques (ZEST), en plus d'une monographie et d'une carte touristique pour la wilaya d'Adrar, selon la DTA. Lors d'une récente visite d'inspection de certains projets relevant du secteur du tourisme, le chef de l'exécutif de la wilaya d'Adrar, Hammou Bekkouche, a mis en relief l'importance de préserver le cachet architectural local, dans la réalisation de ces structures, à l'instar d'un village touristique inscrit dans le cadre d'une coopération algéro-chinoise. Le wali a insisté aussi sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux de construction, tout en accordant des facilités aux investisseurs, surtout en matière de procédures administratives pour concrétiser leurs projets susceptibles de booster la dynamique de développement dans cette wilaya de l'extrême Sud du pays.

Noura D.

**Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a donné mardi le coup de starter pour la reprise du projet du gazoduc entre Bejaia et Aokas, dont les travaux ont été gelés depuis 2004 à cause d'une opposition de quelques riverains réclamant un autre tracé, suffisamment éloigné de leurs habitations.**

Malgré les assurances apportées par de nombreux experts sur l'absence de dangers sur le site, un trio de particuliers a persisté à s'y opposer au point de contrarier sa progression et de priver d'approvisionnement en gaz naturel, quelques 80.000 foyers, situé à l'est, notamment Souk-el-Ténine, Melbou, Tamridjt, Darguinah et Taskriout, toutes localisées dans la wilaya de Bejaia et Ziam Mansouriah et deux autres communes avoisinantes dans la wilaya de Jjel.

Dans chacune des municipalités concernées, les réseaux de distribution y sont achevés et les foyers raccordés au réseau public, sans pour autant jouir de



l'arrivée du gaz dans les robinets, les travaux s'étant arrêté à hauteur du village de Tidelsine, à 12 kms à l'Est de Bejaia, sur une distance de 1,2 km. Le village quant à lui en bénéficie depuis des années.

Désormais, la reprise des travaux et avant la fin du mois de décembre 2017, ce sera, près de 10.000 foyers, qui en goûteront à ses bienfaits en attendant le raccordement des autres localités, inscrites dans un projet global de réalisation de ces hôtels est de 56%, a déclaré M. Mermouri à la presse au terme de sa visite

de la levée des contraintes sur le projet a exhorté les responsables du groupe Sonelgaz à redoubler d'efforts pour concrétiser rapidement l'ensemble de ce programme et faire passer ainsi le taux de pénétration du gaz dans la wilaya de 46 à 56 % avant la fin de l'année et la ramener ainsi dans le giron de la moyenne nationale.

L'occasion de cette visite a donné, par ailleurs l'opportunité à M. Guitouni de mettre en service un complément de programme gaz et électricité à plus

de 200 foyers dans la localité voisine de Tichy. Lors, de l'inauguration, il n'a pas manqué néanmoins de stigmatiser, le recours fréquent de certains habitants, à l'obstruction des projets de la Sonelgaz, qui au-delà du fait qu'ils alourdissent les coûts de réalisation et les délais, pénalisent en premier lieu les citoyens en vue d'amélioration de leur confort.

Ce sont des dizaines de projets qui en pâtissent ainsi, notamment les grands projets, à l'instar de la ligne 60 kva qui devait alimenter Bejaia depuis Aokas ou du gazoduc, entre M'Sila et Bejaia, en réhabilitation et qui souffrent en divers endroits de blocages dus à des oppositions de voisinages. Bien qu'à chaque fois, des tentatives de contournement des passages contestés, le problème resurgit systématiquement en d'autres lieux, a-t-on expliqué.

Le ministre, qui a reçu des explications sur les projets et les contraintes, qu'il s'agisse de l'électricité ou de gaz, s'est dit toutefois confiant sur l'avenir énergétique dans la wilaya. Le propos vaut fondamentalement sur son électrification, qui affiche presque un taux plein et puissance de consommation de plus de 500 MWG.

Akli I.

ALGER

## 197 hôtels en cours de réalisation à travers la wilaya

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a indiqué mardi à Alger que 197 hôtels, d'une capacité globale de 39 000 lits, étaient en cours de réalisation à travers la wilaya d'Alger. Le taux d'avancement des travaux de réalisation de ces hôtels est de 56%, a déclaré M. Mermouri à la presse au terme de sa visite

d'inspection dans la capitale, en compagnie du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. Ces établissements hôteliers devraient être livrés au cours des trois prochaines années, a-t-il ajouté.

Une enveloppe financière de 81 milliards de dinars a été allouée à la réalisation de ces hôtels qui mettront à disposition 39.000 lits

et créeront 18.000 emplois, a-t-il précisé, rappelant que quatre (4) établissements hôteliers d'une capacité globale de 500 lits avaient été réceptionnés en 2017.

Le ministre a en outre fait savoir qu'une enveloppe financière de 120 milliards de dinars avait été consacrée à la modernisation et à la restructuration de quelque 66 unités hôtelières à travers le territoire national.

Après avoir rappelé les efforts déployés en faveur de la promotion de l'investissement touristique, le premier responsable du secteur a souligné que les investissements dans le domaine du tourisme depuis 2000 s'élevaient à près de 900 milliards de dinars.

M. Mermouri a insisté sur le nécessaire respect des délais de réalisation et des normes de réfection et de réhabilitation des établissements hôteliers pour préserver l'aspect architectural d'origine.

Il a également mis en avant l'importance de la préservation des œuvres archéologiques, notamment au niveau des hôtels antiques, à l'instar d'Es-Safir, proposant de rassembler toutes les œuvres dans une salle d'exposition. Le ministre a inspecté plusieurs projets, notamment la réhabilitation de l'Hôtel Es-Safir et l'aménagement de la Casbah et de la maison des métiers d'artisanat. Dans la commune de Zeralda, M. Mermouri a inspecté le projet d'aménagement d'établissements hôteliers relevant de l'entreprise de gestion touristique et le projet de réhabilitation du centre de thalassothérapie de Sidi Fredj. Le ministre a, par ailleurs, inauguré trois hôtels appartenant à des investisseurs privés dans les communes de Hydra, Kouba et Hussein Dey.

Ouhab D.

TÉBESSA

## Aider les habitants des zones frontalières pour assurer la cohésion du peuple

La présidente du Croissant Rouge algérien (CRA), Saïda Benhabib, a affirmé mardi à Negrine (165 km au Sud de Tébessa) que le principe d'action du CRA était de porter aide et assistance aux habitants des zones frontalières pour assurer la cohésion du peuple algérien et préserver la sécurité et la stabilité du pays. Lors de ses visites à une centaine de familles habitant des mechtas reculées de la commune frontalière de Negrine, Benhabib a indiqué que cette action vise "à faire sentir à ces familles qu'elles ont un soutien sur lequel elles peuvent s'appuyer et appartenir à une nation qui leur ouvre grand les bras pour les

aider". "Le principe d'action du CRA vise au-delà du soutien matériel à communiquer une chaleur humaine de sorte à éviter que ces populations ne soient exploitées à des fins qui nuisent à la cohésion de la société et sa stabilité", a ajouté la présidente du CRA.

Des aides diverses dont des denrées, des couvertures et des articles scolaires ont été distribuées à ces familles.

Pour Mme Benhabib, "l'action régulière et continue du CRA complète les immenses efforts sociaux de l'Etat" qui doivent être inscrits "dans un cadre de solidarité globale incluant tous les acteurs de la société dont les imams, les médias, les intellectuels et la société civile".

Elle a invité tous les intervenants à déployer davantage d'efforts pour donner toute sa dimension aux valeurs de solidarité et de fraternité inhérentes à la société algérienne et pour réussir à cimenter les liens sociaux et réduire les écarts sociaux en préservant la dignité de tous les algériens.

La présidente du CRA a présidé lundi après-midi une cérémonie de distribution d'attestation de formation à 25 secouristes ayant suivi une formation théorique et pratique aux premiers secours. La famille du défunt président du comité du CRA de la commune de Bekkaria, Abid El Djemai, a été honorée à l'occasion.

R.R.

PRIX DE L'OR NOIR

# Le pétrole soutenu par la réduction de la production de l'Opep

**Les prix du pétrole ont terminé en légère hausse mardi après l'annonce d'un repli de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) en août au moment où l'impact des ouragans aux États-Unis s'affaiblit.**

Le baril de "light sweet crude" (WTI), référence américaine du brut, a gagné 16 cents et clôturé à 48,23 dollars, sur le contrat pour livraison en octobre au New York Mercantile Exchange (Nymex). Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a terminé à 54,27 dollars, en hausse de 43 cents par rapport à la clôture de lundi.

"Le WTI se stabilise juste sous le seuil des 50 dollars", estime Gene McGillian de Tradition Energy. "Certaines des inquiétudes liées aux conséquences de la fermeture des raffineries (après le passage de l'ouragan Harvey) de la côte du Golfe du Mexique se dissipent au fur et à mesure que l'activité revient à la normale", explique-t-il. Parallèlement, l'ouragan Irma a été moins dévastateur que prévu et ne devrait pas affecter outre-mesure la demande en carburant. Les investisseurs se préparent désormais à la publication mercredi du rapport hebdomadaire sur les niveaux de stocks de produits pétroliers au 8 septembre aux États-Unis publié par le Département américain de l'Énergie (DoE). Les réserves américaines de brut pourraient avoir augmenté de 4,82 millions de barils tandis que celles d'essence auraient baissé de 1,5 million de barils et celles de produits distillés de 2,1 millions de barils, selon la médiane d'un consensus compilé par l'agence Bloomberg et actualisé à la clôture new-yorkaise.

L'attention du marché s'est aussi tournée mardi vers le rap-



port mensuel de l'Opep. Alors que les marchés s'étaient inquiétés cet été de voir l'Opep dépasser ses objectifs de production, le cartel affirme dans son dernier rapport avoir atteint une production de 32,755 millions de barils par jour en août, soit un peu moins que les 32,834 millions de barils extraits en juillet. Ce recul est principalement dû à une chute de la production libyenne de 112.300 barils par jour, alors que des affrontements armés ont empêché le pays d'extraire du pétrole le mois dernier.

Mais les productions de l'Arabie saoudite, de l'Irak et, dans une moindre mesure, de l'Iran s'inscrivent également en baisse. L'Opep et d'autres pays partenaires, dont la Russie, ont décidé fin 2016 de réduire leurs extractions pour limiter l'offre sur le marché mondial et tenter de redresser les prix du baril.

"Les poids lourds de l'Opep veulent manifestement prouver qu'ils comptent respecter l'accord. Ce dernier doit durer jusqu'en mars 2018, et l'Arabie saoudite indique déjà être prête à le renouveler", commente David Madden, analyste chez CMC Markets. Le rapport mensuel revoit également la hausse la demande mondiale en 2017 et en 2018. "Il est évident que le rééquilibrage du marché est en cours, soutenu par une forte adhésion de l'Opep et de ses partenaires aux objectifs de production qu'ils se sont eux-

mêmes imposés dans l'accord de coopération", a commenté le secrétaire général de l'Opep, Mohammad Sanusi Barkindo.

## LA PRODUCTION RECULE

La production de pétrole brut de l'Opep a reculé au mois d'août, selon un rapport publié mardi par l'organisation, dont le secrétaire général a évoqué un "rééquilibrage" en cours du marché. La production des 14 membres du cartel a atteint 32,755 millions de barils par jour (mbj) en août après 32,834 en juillet, selon des sources secondaires (non directes) de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, citées dans son rapport mensuel sur le marché. Le Nigeria, qui est exempté de l'accord de limitation de la production en vigueur, a vu sa production augmenter. Elle a toutefois reculé en Libye, pourtant également exemptée de ces limitations, tout comme au Venezuela, alors que les deux pays sont touchés par de graves troubles politiques. La production a aussi décliné en Irak, notamment. L'Opep et d'autres pays partenaires (dont la Russie) ont décidé fin 2016 de réduire leurs extractions jusqu'en mars 2018 pour limiter l'offre sur le marché mondial et tenter de redresser les prix du baril. "Il est évident que le rééquilibrage du marché est en cours, soutenu par une forte adhésion de l'Opep et de ses

partenaires aux objectifs de production qu'ils se sont eux-mêmes imposés dans l'accord de coopération", a commenté le secrétaire général de l'Opep, Mohammad Sanusi Barkindo, dans un discours à Oxford (Royaume-Uni) lundi soir. L'estimation de la demande mondiale a pour sa part été revue à la hausse, devant atteindre 96,77 millions de barils par jour (mbj) sur l'ensemble de 2017, en hausse de 1,42 mbj par rapport à l'année dernière.

En 2018, une nouvelle croissance de 1,35 mbj à 98,12 mbj est encore attendue.

Ces prévisions ont été revues à la hausse car l'Opep estime que les pays développés de l'OCDE vont consommer plus de pétrole que ce qui avait été prévu initialement.

"La demande de pétrole a été assez robuste au deuxième trimestre de 2017, particulièrement dans les Amériques et en Europe", note le cartel.

L'Opep fait également un point sur les conséquences de l'ouragan Harvey, notant que "le secteur américain de l'énergie semble rebondir rapidement".

"L'émergence de l'ouragan Irma et d'autres tempêtes laisse toutefois envisager la possibilité que la saison des ouragans 2017 soit particulièrement destructive, avec des implications potentielles pour le marché du pétrole", ajoute l'organisation.

Farida B.

CHYPRE

## Total et Eni n'ont pas trouvé assez de gaz au large

Les firmes, française Total et italienne Eni n'ont pas trouvé assez de gaz au large de l'île méditerranéenne de Chypre pour pouvoir entamer une phase d'exploitation, a indiqué mardi le gouvernement chypriote.

Les forages exploratoires effectués par Eni-Total dans un des blocs de la zone économique exclusive (ZEE) chypriote, dont le consortium franco-italien détient les droits, a confirmé la présence de gaz mais "les estimations préliminaires montrent que la quantité découverte n'est pas suffisante pour (y entamer) un projet (d'exploitation)", a indiqué le ministre de l'Énergie George Lakkotrypis. Pour l'heure, un seul gisement a été déclaré commercialement viable dans les douze blocs de la ZEE chypriote: Aphrodite, découvert en 2011 par l'Américain Noble Energy dans le bloc N.12 et qui contiendrait environ 127 milliards de m3 de gaz.

Les firmes israéliennes Delek et Avner ainsi que l'anglo-néerlandaise Royal Dutch Shell possèdent également des parts dans ce bloc mais son exploitation n'a pas encore commencé.

La découverte de ce champ gazier a suscité à Chypre l'espoir de voir la petite île devenir un acteur majeur du secteur de l'énergie en Méditerranée orientale.

Mais le pays a besoin de trouver plus de gaz pour rendre financièrement viable son projet de terminal on-shore qui lui permettrait d'exporter par voie maritime du gaz naturel liquéfié vers l'Europe et l'Asie.

Chypre garde toutefois l'ambition de pouvoir exporter du gaz à partir de 2022, notamment vers l'Égypte, via un pipeline sous-marin reliant ce pays au champ Aphrodite.

Le géant américain ExxonMobil a récemment annoncé qu'il commencerait des forages exploratoires dans la ZEE chypriote (bloc N.10), au sud des côtes de l'île, dans la seconde moitié de 2018.

S.S.

DIESEL

# La hausse de la fiscalité pèsera sur le pouvoir d'achat

Les industriels du secteur pétrolier ont regretté mardi le choix du gouvernement d'augmenter la fiscalité du diesel, soulignant que cette décision pèsera "sur le pouvoir d'achat" des Français. "Depuis longtemps nous avons été favorables à un rééquilibrage de la fiscalité essence/diesel", a rappelé une porte-parole de l'Union française des industries pétrolières (UFIP).

"En revanche, on aurait pu plutôt le faire en +abaissant+ celle de l'essence vers le diesel que le contraire qui pèse plus sur le pouvoir d'achat des ménages", a-t-elle ajouté, interrogée par l'AFP.

"Enfin, l'augmentation (ou l'accélération) de la taxe carbone va elle aussi peser", a-t-elle souligné. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé

lundi que la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) allait augmenter de 2,6 centimes par litre de gazole "chaque année pendant quatre ans".

## CRITIQUES

Le choix du gouvernement d'augmenter la fiscalité du diesel a été critiqué mardi aussi bien par les industriels du secteur pétrolier que par des associations de défense de consommateurs, qui s'inquiètent pour le pouvoir d'achat.

"Depuis longtemps, nous avons été favorables à un rééquilibrage de la fiscalité essence/diesel", a rappelé une porte-parole de l'Union française des industries pétrolières (UFIP). "En revanche, on aurait pu plutôt le faire en +abaissant+ celle de l'essence vers le diesel

que le contraire qui pèse plus sur le pouvoir d'achat des ménages", a-t-elle ajouté, interrogée par l'AFP.

"Enfin, l'augmentation (ou l'accélération) de la taxe carbone va elle aussi peser", a-t-elle souligné.

"Un ajustement par le haut n'est rien d'autre qu'une augmentation des impôts de plusieurs milliards d'euros répondant aux besoins budgétaires de Bercy. Une option qui porte gravement atteinte au pouvoir d'achat des ménages", a aussi dénoncé CLCV (Consommation, logement, cadre de vie) dans un communiqué.

L'association de défense des consommateurs estime par ailleurs que "de nouvelles taxes doivent avant tout servir à promouvoir l'isolation des logements, l'achat d'équipements économes et

l'amélioration des transports en commun".

La fiscalité actuelle favorise le diesel, qui est de loin le premier carburant vendu en France avec 80% des volumes. Mais dans la lignée du mouvement déjà engagé sous la présidence de François Hollande, le gouvernement d'Édouard Philippe a indiqué vouloir en finir avec cette situation d'ici à la fin de la mandature dans cinq ans.

Dans les stations-service, le litre de diesel était vendu en moyenne 1,2154 euro la semaine dernière, contre 1,3739 euro pour le litre d'essence sans plomb SP95, soit un écart de plus de 15 centimes, selon les chiffres publiés lundi par le ministère de la Transition écologique et solidaire.

Siham S.

DANS LE SILLAGE DE WALL STREET

## Les places européennes toujours en hausse

**Les Bourses européennes ont fini globalement en hausse mardi dans le sillage de Wall Street, après avoir déjà fini dans le vert lundi, portées par un sentiment de soulagement par rapport à la Corée et à Irma et en l'absence d'indicateurs macroéconomiques.**



Elles ont également bénéficié des propos de Benoît Cœuré, un responsable de la BCE, qui a laissé entrevoir lundi une poursuite de la politique monétaire accommodante. "Les indices européens enchaînent une deuxième séance de hausse. Certes, les volumes sont faibles, mais une dynamique haussière semble prendre forme après plusieurs mois de glissement lent des cours au sein d'un canal baissier", ont résumé les stratèges du courtier Aurel BGC.

Ce rebond était favorisé par "l'absence d'événement notable en Corée du Nord et les dégâts plus faibles qu'attendus en Floride", ont noté les gérants de Barclays Bourse, ce qui a contribué à redonner un peu de goût pour le risque aux investisseurs.

L'Eurostoxx 50 a gagné 0,50%. La Bourse de Paris a terminé dans le vert (+0,62%). L'indice CAC 40 a pris 32,30 points à 5.209,01 points dans un volume d'échanges modéré de 3,2 milliards d'euros. La veille, il avait fini sur un net rebond de 1,24%. Sur le terrain des valeurs, les titres du secteur de la banque et de l'assurance ont fini bien orientés, à l'image de BNP Paribas (+2,40% à 65,84 euros), Société Générale (+2,63% à 48,58 euros), Crédit Agricole

(+1,50% à 15,25 euros), Natixis (+1,85% à 6,60 euros), CNP Assurances (+1,48% à 19,54 euros) ou encore Axa (+1,19% à 24,64 euros).

Le secteur automobile a également été l'un des principaux bénéficiaires du rebond de l'indice, Peugeot gagnant 3,76% à 18,76 euros, devant Renault (+1,81% à 78,60 euros), Faurecia (+3,19% à 53,65 euros) ou encore Europcar (+3,06% à 13,31 euros).

La Bourse de Londres a terminé en légère baisse de 0,17%.

L'indice FTSE-100 des principales valeurs a cédé 12,90 points à 7.400,69 points.

Parmi les titres, le fabricant de tabac British American Tobacco a perdu 2,02% à 4,798,50 pence, le groupe de luxe Burberry 1,01% à 1.772,00 pence, le spécialiste des produits de grande consommation Reckitt Benckiser 0,94% à 7.033,00 pence et la société de services de restauration Compass 0,61% à 1.636,00 pence.

En revanche, les valeurs bancaires ont fini en hausse. Barclays a pris 2,52% à 191,35 pence et RBS 2,42% à 249,70 pence.

La Bourse de Francfort a fini sur une nouvelle hausse, repassant au-dessus des 12.500 points

à la faveur de la stabilité de l'euro et d'une poussée continue à Wall-Street.

L'indice vedette Dax a avancé de 0,40% à 12.524,77 points et le MDax des valeurs moyennes de 0,32% à 25.310,57 points. Les valeurs bancaires ont fini en tête de l'indice: Deutsche Bank a rebondi de 3,57% à 14,20 euros et Commerzbank de 2,90% à 10,81 euros.

Volkswagen a gagné 1,95% à 135,60 euros, Daimler 0,94% à 65,26 euros et BMW 0,91% à 83,60 euros. Thyssenkrupp a progressé de 1,21% à 26,70 euros. Lufthansa a gagné 1,73% à 22,98 euros.

Le groupe de chimie et de santé Bayer a terminé en hausse de 0,91% à 111,30. La Bourse de Bruxelles a terminé en hausse (+0,44%), l'indice Bel-20 des principales valeurs ayant clôturé à 3.995,20 points.

Treize valeurs ont terminé dans le vert, le groupe de métallurgie Umicore enregistrant la meilleure performance: +1,98%, à 68,14 euros. La plus forte baisse a été celle du groupe de distribution Colruyt, qui a perdu 2,04%, à 46,65 euros.

L'indice PSI 20 de la Bourse de Lisbonne a terminé en hausse de 0,61%, à 5.138,27 points, encouragé par le titre de la banque BCP qui a bondi de 4,01% à 0,21 euro.

Parmi les poids lourds de la place portugaise, le groupe diversifié Sonae a progressé de 1,38% à 0,95 euro, l'électricien EDP a gagné 0,76% à 3,32 euros et le producteur de liège Amorim a grignoté 0,66% à 11,50 euros.

A l'inverse, le titre du distributeur Jeronimo Martins a reculé de 2,22% à 16,27 euros.

La Bourse de Madrid a clôturé en hausse de 0,13% à 10.336,2 points, tirée par le secteur bancaire et par le géant du textile Inditex, propriétaire de Zara (+1,91% à 32,05 euros).

Banco Santander, poids lourd de la zone euro, a gagné 0,89% à 5,57 euros, BBVA 0,45% à 7,40 euros, CaixaBank 0,66% à 4,27

euros et Bankia 0,83% à 4 euros. Le pétrolier Repsol a avancé de 0,54% à 14,86 euros.

Le fabricant d'éoliennes germano-espagnol Siemens Gamesa a subi la plus forte baisse (-4,30% à 12,23 euros), suivi de Ferrovial (BTP, services) (-1,96% à 19 euros), et du gestionnaire d'aéroports Aena (-1,46% à 158,70 euros).

La Bourse de Milan a terminé en hausse, l'indice FTSE Mib prenant 0,45% à 24.536 points.

Les valeurs bancaires étaient à la fête. UniCredit a réalisé la meilleure performance, gagnant 3,14% à 17,72 euros. Suivaient Bper Banca (+3,09% à 4,804 euros), Banco Bpm (+3,01% à 3,22 euros) et Ubi Banca (+2,16% à 3,982 euros).

En revanche, Hera a perdu 1,44% à 2,742 euros, Snam 1,37% à 4,17 euros et Terna 1,19% à 5 euros.

L'indice AEX des principales valeurs de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en hausse de 0,50% à 526,58 points.

A la hausse, l'assureur Ageon a grimpé de 3,27% à 4,93 euros et le géant néerlandais de l'électronique Philips a pris 2,49% à 34,61 euros.

A la baisse, le géant néerlandais de l'agro-alimentaire et des cosmétiques Unilever a chuté de 0,93% à 50,32 euros.

### WALL STREET À DES RECORDS

La Bourse de New York, aidée par la progression des valeurs financières, a terminé en hausse mardi, poussant ses principaux indices à des niveaux records.

Selon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a progressé de 0,28% à 22.118,86 points, le Nasdaq, à forte coloration technologique, de 0,34% à 6.454,28 points et l'indice élargi S&P 500 de 0,34% à 2.496,48 points.

Les inquiétudes liées à un éventuel regain de tensions entre Washington et Pyongyang et au passage de l'ouragan Irma sur la Floride se sont dissipées après le week-end.

Le soulagement s'est traduit sur les marchés par un regain d'appétit pour les valeurs jugées plus risquées, comme les actions. Les investisseurs ont aussi délaissé les bons d'Etat américains, considérés comme des valeurs refuges, faisant grimper au passage leur rendement.

Pour les bons du Trésor américain à 10 ans, le rendement progressait ainsi vers 20H40 GMT à 2,165%, contre 2,131% lundi soir, et pour les bons à 30 ans, il montait à 2,771%, contre 2,743% à la précédente clôture.

"Avec ces rendements plus élevés, les valeurs financières se renforcent", a remarqué David Levy de Republic Wealth Advisors.

L'indice regroupant les valeurs financières au sein du S&P 500 a progressé de 1,21%.

### PAS DE CORRECTION EN SEPTEMBRE

"Le simple fait que le S&P 500 soit monté à un nouveau record réduit les chances d'une correction d'ici la fin du mois", a relevé Karl Haeling de LBBW.

Août et septembre sont traditionnellement les mois les plus difficiles pour le marché actions.

"Les indices ont résisté en août en parvenant à ne pas perdre de terrain", a-t-il souligné. "La semaine dernière, on a pensé qu'on se préparait à une correction et finalement, comme on a évité le pire, aussi bien avec la Corée du Nord qu'avec l'ouragan Irma, l'appétit pour le risque est revenu en trombe", a-t-il ajouté.

"Tant que la croissance américaine se maintient, même modestement, qu'aucun événement majeur ne vient perturber la planète, les investisseurs qui hésitent encore à placer leur argent sur le marché actions peuvent de moins en moins ignorer l'envolée des indices et ils vont sans doute continuer à soutenir leur progression en s'y ralliant", a estimé M. Haeling.

### IPHONE "X"

Les valeurs technologiques étaient aussi dans la ligne de mire des investisseurs avec la présentation par Apple, plus forte capitalisation boursière aux Etats-Unis, de trois nouveaux modèles d'iPhone, dont le très attendu modèle de luxe baptisé "X" qui ne sera disponible que début novembre.

Le titre, qui avait progressé au début de la présentation, a finalement terminé en baisse de 0,42% à 160,82 dollars.

Le laboratoire israélien Teva, numéro un mondial des médicaments génériques, est monté de 4,49% à 19,33 dollars. Au lendemain de l'annonce du recrutement d'un nouveau patron, le groupe a indiqué avoir vendu à CooperSurgical sa filiale Paragard, spécialisée dans la commercialisation de stérilets, pour 1,1 milliard de dollars.

La société DowDupont, née de la fusion finalisée début septembre entre Dow et Dupont, a gagné 2,50% à 68,52 dollars. Le groupe, qui a prévu de se scinder en trois entités distinctes dans les prochains 18 mois, a légèrement révisé sa stratégie, en affectant certaines activités à la future société dédiée à la chimie de spécialités, plutôt qu'à celle dédiée à la science des matériaux.

La banque Goldman Sachs, qui présentait mardi une stratégie visant à augmenter ses revenus de l'ordre de 5 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, est monté de 2,21% à 225,95 dollars.

Ilyas A.

### Cotation hebdomadaire des billets de banque du 11 Septembre 2017

BILLETS DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	110.8485	110.8635
EURO	1 EUR	132.9184	132.9697
POUND STERLING	1 GBP	146.1803	146.2579
JAPAN YEN	100 JPY	102.0986	102.1407
YUAN HONG KONG	1 CNH	16.9799	16.9875
SWISS FRANC	100 CHF	11659.6718	11666.1581
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	91.3386	91.3811
DANISH KRONE	100 DKK	1789.0044	1789.5353
SWEDISH KRONA	100 SEK	1394.1103	1395.0008
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1425.4475	1426.3741
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	30.1785	30.1842
SAUDI RIYAL	1 SAR	29.5580	29.5628
KUWAIT DINAR	1 KWD	367.8397	368.1338
TUNISIAN DINAR	1 TND	45.8568	46.3177
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	11.8678	11.9407

### Séance de cotation des valeurs mobilières du 11 Septembre 2017

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière <b>12 996 345,00</b>
	EGH El Aurassi	520,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	660,00	Indice boursier théorique <b>1 209,918</b>
	NCA-Rouiba	320,00	



SOUS LE SIGNE DE LA ROBOTIQUE

# La planète élevage se donne rendez-vous au Space

**Les professionnels français et étrangers de l'élevage se retrouvent de mardi à vendredi au 31e Salon international des productions animales (Space) de Rennes, placé sous le signe de la robotique, dans un contexte plus apaisé, malgré la volatilité des prix à la production.**



Pour ses 30 ans, le deuxième salon professionnel mondial de l'élevage en fréquentation et variété des filières (bovine, avicole, porcine, cynicole, ovine et caprine) s'attend à dépasser de nouveau la barre des 100.000 visiteurs, dont 15.000 étrangers, pour 1.441 exposants, dont un tiers d'internationaux, Allemagne, Pays-Bas et Italie en tête. Dans un contexte général marqué par le rééquilibrage des prix du lait et du porc, mais aussi par le scandale des œufs au Fipronil, les épisodes de grippe aviaire ou les accusations répétées d'associations de défense du bien-être animal, le Space fait figure de temps de respiration et de réflexion pour la profession. Considéré comme une vitrine des dernières innovations en matière d'élevage, le salon accorde cette année une large place à la robotique, qu'il souhaite "démystifier", sur un stand baptisé "L'espace pour demain". "La robotique permet de réduire la pénibilité des tâches et l'idée est de donner des pistes de réflexion aux éleveurs", explique Anne-Marie Quémener, commissaire générale du Space. Des robots les plus connus comme les robots de traite, à ceux qui distribuent les aliments, lavent les porcheries, aèrent les litières des poules, voire bénéficient d'une intelligence artificielle, telle cette "simplificatrice en génomique" qui aide l'éleveur à choisir des taureaux pour sa vache, aucune filière n'est oubliée. Comme chaque année, une palette d'inventions ont également été sélectionnées par un jury indépendant de l'organisation du salon, 47 au total. Parmi elles, un appareil mesurant la couleur des jaunes d'œuf, un kit de pesée des lapereaux en engraissement ou une application signalant la présence de tracteurs sur la route pour éviter les accidents.

## 'ACHETER NOTRE GÉNÉTIQUE'

Fidèle à sa mission de promotion de l'élevage français auprès de visiteurs étrangers, le Space attirera encore cette année d'importantes délégations venues d'Iran et d'Afrique de l'Ouest, ainsi que de Russie et d'Égypte, avec des visiteurs en quête de partenariats ou de technologies pour développer les productions animales dans leur pays. Si cette 31e édition fera venir moins d'hommes et de femmes politiques français que l'an dernier, en pleine campagne présidentielle, avec la seule visite du ministre

de l'Agriculture Stéphane Travert prévue mardi pour l'inauguration, ce n'est pas le cas côté étranger avec la venue du ministre du Commerce irlandais, de l'ambassadeur des Pays-Bas ou encore du consul des États-Unis.

Grands moments de spectacle et temps fort du salon consacré à la génétique, les concours d'animaux et le traditionnel défilé sur un "ring" végétalisé de 750 animaux en présentation. Quelque 550 bovins issus de 13 races différentes, ainsi que 200 ovins et caprins de 10 races seront ainsi présentés à un public de passionnés. Un concours européen, deux concours nationaux, 11 concours inter-régionaux ainsi que des présentations génétiques sont au programme pendant 4 jours. En viande bovine, la Simmental à la robe pie rouge, très répandue en Allemagne et en Autriche, sera à l'honneur pour le concours européen, tandis que la blanche Charolaise réunira pour son concours national les 80 meilleurs animaux de la race.

La vente "Genomic", la seule en Europe à rassembler huit races laitières et allaitantes avec 35 animaux sélectionnés aura lieu quant à elle mercredi après-midi. "L'objectif est de faire en sorte que les étrangers viennent acheter notre génétique", souligne Jean-Yves Rissel, responsable des présentations animales. Incontournable lieu de débats, le Space a programmé quelque 70 conférences et rencontres sur des thèmes aussi variés que "L'élevage sous le feu des critiques", "les impacts de l'élevage de ruminants sur l'environnement" ou "les problématiques communes aux jeunes agriculteurs bretons, malgaches et maliens". En plein démarrage des États généraux de l'alimentation, le Space consacrera enfin la soirée de jeudi au "manger français".

## LA FERME ROBOTISÉE, UN GAIN DE TEMPS ET D'ARGENT

Un robot distribue la nourriture aux vaches, un autre change la paille et deux robots s'occupent de la traite: Antoine Boixière, 27 ans, adore les robots qui le soulagent au quotidien sur l'exploitation laitière de 140 hectares des Côtes-d'Armor qu'il partage depuis six ans avec son père.

"J'aime bien tout ce qui est automatisé", explique le jeune homme aux allures d'étudiant dans l'allée centrale du grand hangar impeccable où sont répartis vaches et veaux, à Pleudihen-sur-Rance. Depuis

son installation en Gaec (Groupement agricole d'exploitation en commun) en 2011 dans cette exploitation de 120 vaches laitières, la ferme, au fonctionnement classique jusqu'alors, a fait l'acquisition de quatre robots. "Il y a cinq ans, la question s'est posée: embaucher deux salariés ou acheter un robot de traite, le coût étant quasiment identique. On a choisi le robot", poursuit Antoine Boixière pour lequel, globalement, les investissements de sa ferme robotisée ne sont pas plus lourds que ceux d'une exploitation conventionnelle. Le jeune homme énumère les raisons de ce choix: "le robot travaille sept jours sur sept, ne prend pas de vacances, n'est jamais malade. Au bout de sept ans, il est amorti, alors que le salarié, il faut continuer à le payer la 8ème année..." Et surtout, le robot apporte un plus par rapport au salarié, considère l'éleveur. Si elle est traitée trois fois par jour, la vache, dotée d'un boîtier connecté au niveau du collier, passe en moyenne cinq fois dans le robot. A chaque passage, "le robot nous donne des informations. Si une vache est patraque, il nous le dit (...). Du coup, il y a beaucoup de problèmes qu'on sait mieux prévenir. On traite beaucoup plus en préventif, avec des huiles essentielles, au lieu de faire du curatif. Huit fois sur dix, on n'a pas besoin d'avoir recours aux antibiotiques".

## "SPORTIVES DE HAUT NIVEAU"

Aux yeux du jeune éleveur, pour ces vaches qui ne sortent jamais de l'étable, l'automatisation améliore aussi la performance et le bien-être. Le robot permet "une alimentation en continu", contrairement à une ferme classique où l'agriculteur vient nourrir ses vaches. "Ça fait qu'il n'y a pas de compétition à l'aube et donc, pas de stress" pour les animaux qui ont accès en permanence à la nourriture. De plus, "on lui dit (au robot d'alimentation, ndr): +telle ration pour tel lot, à tel endroit+" et le robot prépare "à 100g près" l'assemblage de fourrages et de minéraux requis -provenant pour une large part des cultures de l'exploitation- puis va le déposer devant l'animal. "C'est beaucoup plus précis que l'humain". Robot de traite et robot d'alimentation "se transmettent les données" et "nous ressortent l'efficacité alimentaire et économique" de la vache. "Tous les jours, on peut savoir ce qu'on a gagné..."

Quant au robot pailleur, il renouvelle régulièrement la paille sous les vaches pour leur plus grand confort, tout en libérant l'éleveur d'une tâche peu gratifiante. "Il y a beaucoup moins de poussière. Ce sont de bien meilleures conditions pour nous comme pour les animaux."

Car le confort de l'animal est une préoccupation constante. "Elles font ce qu'elles veulent quand elles en ont envie." Elles disposent même d'un appareil brosser: la machine "brosse l'endroit où la vache a envie d'être brossée". "On fait tout ce qu'il faut pour qu'elles soient au top. Ce sont des sportives de haut niveau." Et les vaches le lui rendent bien. "Grâce au robot de traite, on a 10% de production en plus", constate Antoine Boixière. Soit 12.000 litres en moyenne par vache et par an -1,4 million au total/an- quand la production moyenne de la race la plus productive se situe environ à 9.350 l/vache/an. L'automatisation, "ça nous fait gagner beaucoup de temps et ça nous apporte aussi de la souplesse dans le travail". Les journées sont moins longues, un weekend sur deux est libre et quelques courtes semaines de vacances sont même au programme.

## UNE FERME DU "BIG DATA"

L'élevage de demain sera-t-il piloté par des modèles mathématiques, avec des vaches nourries au gramme près, soignées avant même de tomber malades et des éleveurs biberonnés aux nouvelles technologies, enchantés de pouvoir s'affranchir grâce à elles des tâches les plus ingrates? C'est du moins le projet de "ferme du futur", en réalité un réseau d'"e-éleveurs", fermiers interconnectés, que nourrit l'entreprise Neovia, filiale du géant coopératif InVivo. L'entreprise de Saint-Nolff (Morbihan), spécialisée dans la nutrition et la santé animale et qui expose au 31ème salon international de l'élevage (SPACE) qui ouvre mardi, s'est lancée il y a un an dans un ambitieux projet de ferme expérimentale, programmée pour 2020. Imaginée comme une "vitrine des technologies les plus innovantes dans l'élevage", selon son P-DG Hubert de Roquefeuil, elle aspire ni plus ni moins qu'à améliorer le bien-être de l'éleveur, le confort de l'animal et la productivité de la ferme, tout en réduisant son impact environnemental. "Au 19e siècle, la France était positiviste et croyait dans la technologie. Aujourd'hui, on associe la technologie au risque. Or la technologie est sans doute une partie de la solution à la crise de l'élevage", explique le patron. Point de départ du projet? La collecte et l'agrégation des milliers de données disponibles en temps réel sur les porcs, volailles et ruminants grâce aux capteurs, colliers, caméras ou drones prévus pour étudier leurs comportements. Le croisement de ces données et leur modélisation détermineront ensuite les conduites à tenir. Un "pilotage fin et prédictif" des élevages,

selon Neovia, qui envisage de commercialiser ces nouveaux services. Pour l'agronome Marc Dufumier, les modèles mathématiques ne font cependant pas tout. "On l'a vu avec la vache folle, quand on avait découvert que les farines animales faisaient mieux l'affaire que certains acides aminés du soja", prévient-il.

## LA FERME, GISEMENT DE DONNÉES

Henri Isaac, président du think-tank "Renaissance numérique" qui a rédigé un rapport sur "les défis de l'agriculture connectée", salue lui une "agriculture de précision, indissociable de l'enjeu écologique". "Agréger des données permet de limiter les intrants, les pesticides, de ne donner à l'animal que ce dont il a besoin pour éviter le gaspillage ou de détecter les signes annonciateurs de maladie afin de réduire les antibiotiques", précise-t-il. Un œil qui coule, signe avant-coureur de fièvre? L'information sera aussitôt télétransmise à l'éleveur sans qu'il n'ait besoin de scruter toutes ses bêtes. Une fois analysés, les paramètres météo peuvent aussi alerter sur des risques de crise sanitaire. La "ferme du futur", une mine de données qui ne demandent qu'à être exploitées? Dans un secteur fortement soumis aux aléas climatiques, l'idée semble séduisante. "Nous avons des capacités d'anticipation beaucoup plus élevées qu'avant à des coûts bien plus réduits, mais encore faut-il pouvoir interpréter les données", nuance Henri Isaac. De fait, l'abondance de données ne met pas toujours à l'abri des erreurs d'interprétation", estime Annick Audiot, chercheuse à l'Inra. Pour attirer les bonnes idées, Neovia a lancé en mai un "appel à solutions". Bâtiments ergonomiques connectés, robots, mais aussi tests de régimes nutritionnels pour animaux... Au total, le projet mobilisera plusieurs millions d'euros. Une ferme sera construite dans le Morbihan et fonctionnera en réseau avec les 11 autres du groupe dans le monde. "On aimerait construire un bâtiment avec des architectes, des gens qui font de la robotique", explique M. de Roquefeuil. L'idée étant aussi de soulager l'éleveur des tâches les plus harassantes pour "qu'il retrouve du plaisir à travailler". A la clé, des "e-éleveurs" en partie postés derrière des écrans. Un bouleversement des pratiques qui, par-delà l'aspect financier, n'est pas totalement anodin, selon Annick Audiot, pour qui la relation homme-animal reste "fondatrice du métier d'éleveur". "Si capteurs et algorithmes représentent une aide au diagnostic (...) il y a fort à parier qu'elles ne pourront complètement remplacer le travail humain", estime-t-elle. L'agronome Marc Dufumier s'interroge lui sur la finalité des innovations, le plus important étant, de son point de vue, "de promouvoir celles qui garantissent une alimentation saine et évitent les perturbateurs endocriniens".

Ahmad K.

APPLE

## Le " Face ID ", parmi les nouveautés de l'iPhone X

**Pour les dix ans de l'iPhone, Apple a frappé fort mardi en dévoilant pas moins de trois nouvelles versions, dont le très attendu modèle de luxe baptisé "X" - à prononcer "10" - qui sera vendu à partir de 999 dollars et disponible seulement début novembre.**

Ce modèle anniversaire, plus rapide et plus puissant que les autres iPhone, "va ouvrir la voie à la technologie pour la prochaine décennie" et constitue "la plus grande avancée depuis l'iPhone original" lancé en 2007, a affirmé le PDG du groupe Tim Cook devant des centaines d'invités, lors d'une présentation au nouveau siège aux allures de soucoupe-volante, situé à Cupertino au sud de San Francisco. Apple, confronté à un ralentissement des ventes d'iPhone, espère ainsi conserver son image d'innovateur-en-chef. L'iPhone "X" présente une nouvelle physiologie : il ne dispose plus du célèbre bouton rond d'accueil "Home" habituellement situé en bas de l'écran car ce dernier recouvre la quasi-totalité de la face avant de l'appareil. Comme attendu par les analystes, il dispose d'un écran dernier cri OLED de 5,8 pouces de diagonale (14,37 cm), qui offre une image plus nette et plus contrastée que le LCD. Autre nouveauté, cette version se déverrouille par reconnaissance faciale. Il est "verrouillé jusqu'à ce que vous le regardiez et qu'il vous reconnaisse", a indiqué un des responsables du groupe Phil Schiller. Ce système de reconnaissance par les traits du visage, "c'est l'avenir" du déverrouillage des iPhone, a-t-il ajouté. Le "Face ID" utilise des capteurs et un appareil photo qui permettent d'appréhender les traits en trois dimensions. Apple n'a pas franchi la barre symbolique des 1.000 dollars pour son modèle d'entrée (64 Go) mais de peu : les amateurs devront déboursier 999 dollars mais surtout attendre le 3 novembre pour l'avoir entre les mains, ont précisé les responsables du géant technologique. Des rumeurs persistantes évoquaient depuis plusieurs semaines une disponibilité tardive du modèle, en raison de retards de fabrication en Asie. L'an dernier, les iPhone 7 étaient en magasin une semaine après leur présentation. Pour la France, le groupe annonce un prix de 1.159 euros



sur son site internet. Le modèle 256 Go s'affiche à 1.149 dollars aux Etats-Unis et à 1.329 euros en France.

### FILES D'ATTENTE

L'iPhone "X" est "vraiment une merveille d'ingénierie, surtout comparé au 7 et au 8. Et ce n'est pas une simple copie des modèles des concurrents", a réagi l'analyste Patrick Moorhead dans une note. Selon lui, même à 999 dollars, "il y aura de longues files d'attente" pour l'acheter. Il "donnera le ton pour tous les nouveaux designs de smartphones", a aussi jugé Ian Fogg, analyste chez IHS Markit, dans un tweet. Largement anticipées, notamment en raison de diverses fuites relayées par la presse, ces nouveautés n'ont pas fait bouger le titre en Bourse de façon substantielle. Il a reculé de 0,40% à 160,86 dollars à la clôture. Depuis son lancement en 2007, l'iPhone s'est écoulé à plus d'1,2 milliard d'exemplaires.

Comme attendu, Apple a aussi dévoilé deux autres modèles d'iPhone, plus classiques, l'iPhone 8 et le 8 Plus (plus grand), disponibles le 22 septembre à partir de 699 dollars. Les nouveaux modèles font la part belle à la réalité augmentée, qui permet d'insérer des personnages de jeux vidéo ou des objets dans un univers réel. Elle est considérée comme un axe d'avenir majeur pour les téléphones mobiles. Ils disposent d'une façade arrière en verre plutôt qu'en métal et permettent le chargement sans fil, une fonctionnalité déjà disponible chez le grand rival d'Apple, le sud-coréen Samsung. Ils seront aussi les premiers à fonctionner sous iOS 11, la nouvelle version du système d'exploitation mobile d'Apple.

### CE QU'IL FAUT RETENIR DU NOUVEAU OS MOBILE D'APPLE

On l'a souvent répété, l'une des forces d'Apple est de maîtriser le développement de ses produits de A à Z, du matériel jusqu'au logiciel. Et si, dans les heures qui viennent, ce sont essentiellement les nouveaux produits annoncés qui vont être sur toutes les lèvres, il ne faut pas sous-estimer l'importance des changements apportés à iOS.

Au fil des versions bêta adressées aux développeurs puis ouvertes au public, Apple a dessiné les grands contours d'iOS 11, dernière version de son sys-

tème d'exploitation mobile pour iPhone et iPad. La Keynote tenue mardi soir en direct du Steve Jobs Theater fut l'occasion pour Apple de revenir sur certaines nouveautés d'iOS, sans toutefois lui consacrer un chapitre dédié. Selon des sources iOS 11 pourrait être téléchargé en version finale le 19 septembre. Pourront mettre à jour leurs terminaux Apple vers ce nouveau système les détenteurs d'iPhone 5s et supérieurs, ainsi que d'iPad de 5e génération, Air, Pro, Mini 2 et supérieurs. Certaines fonctionnalités ajoutées par iOS 11 seront exclusives aux nouveaux iPhone annoncés. La première n'est autre que Face ID. Elle permet de déverrouiller de manière sécurisée l'iPhone X, qui se trouve dénué de bouton d'accueil physique et de lecteur d'empreinte digitale Touch ID. Mais là n'est pas la seule utilité qu'Apple a trouvée au capteur photo 3D baptisé TrueDepth Camera, intégré en façade de son nouveau smartphone premium : iOS 11 inaugure également les "Animoji" en exclusivité sur ce modèle. L'idée est simple : créer des mimiques pour ses emoji en utilisant ses propres expressions faciales. Une façon plus ludique que Face ID ou Apple Pay d'exploiter le nouveau capteur.

### L'IPAD, PLUS PRODUCTIF ET MULTITÂCHE

Sur les anciens iPhone et iPad éligibles, iOS 11 apporte également son lot de nouveautés. C'est d'ailleurs l'iPad qui s'en trouve le plus transformé, à travers de nouvelles possibilités relatives au multitâche, totalement repensé. Apple cherche à démontrer depuis des années que sa tablette peut, pour certains utilisateurs, remplacer avantageusement un ordinateur portable. Si jusqu'à présent, nous sommes toujours restés dubitatifs sur ce point, il faut reconnaître que les améliorations apportées par cette version d'iOS dans ce registre semblent convaincantes. La plus visible est l'intégration d'un dock, comme sur Mac, afin de passer d'une application à une autre en un clin d'œil et de gérer de manière efficace sa grille multitâche. Il suffit de cliquer sur une icône en faisant glisser son doigt vers un bord de l'écran pour la lancer et l'ancrer sur un côté. On peut également glisser et déposer toutes sortes d'éléments d'une application à une autre - des textes ou des photos, par exemple. Résultat, un iPad sous iOS 11

devrait effectivement s'utiliser beaucoup plus comme un ordinateur sur lequel on peut ouvrir simultanément de nombreuses fenêtres. Les utilisateurs d'iPad Pro verront également l'Apple Pencil gagner en agilité avec iOS 11, notamment grâce aux annotations instantanées : elles proposent d'écrire et de dessiner sur des documents PDF ou des photos, et même de prendre des notes directement depuis l'écran de verrouillage de la tablette. Le but étant aussi de faire gagner en productivité les détenteurs d'iPad, Apple a imaginé avec iOS 11 de nouveaux raccourcis clavier, en proposant des touches à double fonction, évitant d'avoir à alterner régulièrement entre le clavier principal et le clavier secondaire. Un tout petit changement qui apporte beaucoup plus qu'on ne pourrait le penser et devrait assurer de taper plus efficacement.

### CENTRE DE NOTIFICATIONS REPENSÉ ET APPAREIL PHOTO AMÉLIORÉ

Sur iPhone comme sur iPad, les nouveaux centres de notifications et de contrôle ont été complètement repensés. Le centre de contrôle donne désormais accès plus directement à un nombre accru de réglages, dont, entre autres nouveautés, la gestion de l'intensité du rétroéclairage de l'écran, du volume sonore ou de l'activation des modules de connectivité. Autre nouveauté intéressante, le support du transfert d'argent de pair à pair directement via Apple Pay et iMessage. iMessage est désormais synchronisé via iCloud entre tous les terminaux iOS de l'utilisateur, ce qui libère notamment de l'espace de stockage en local. Apple insiste d'autre part sur les améliorations apportées à Siri : le phrasé de l'assistant sera plus naturel et on pourra choisir entre une voix masculine ou féminine, en plus de nouvelles capacités d'apprentissage contextuel. La firme soigne aussi son application appareil photo, afin d'inciter les utilisateurs d'iDevices à exploiter au mieux les capteurs dont ils disposent. Apple s'évertue ainsi à donner plus d'intérêt à son mode Live en proposant d'en tirer des "boucles" et autres "rebonds", qui ne sont pas sans rappeler les Boomerang d'Instagram. Un mode "Pose longue" est également ajouté, de façon à pouvoir extraire facilement des photos nettes avec un flou de mouvement marqué, sur des sujets comme des chutes d'eau ou des phares de voiture. De nouveaux filtres sont intégrés au système, et le mode portrait devrait accoucher de photos plus naturelles. Sur ce point, les nouveaux iPhone X, 8 et 8 Plus devraient faire valoir leurs nouveautés, à travers le mode "portrait amélioré" (également disponible sur la caméra avant du X) et la gestion avancée de l'éclairage avec Lightning, sans oublier le support des formats HEVC côté vidéo, et HEIF côté photo. iOS 11 apportera également quelques améliorations côté son. On note la possibilité de contrôler plusieurs enceintes de

son foyer à partir d'un menu unique, via AirPlay 2 ; Apple surfe ainsi sur la mode du multiroom tout en préparant la sortie de son assistant HomePod. De plus, les iPhone et iPad pourraient enfin, gérer le format audio lossless FLAC. Apple n'a pas profité de sa conférence pour le confirmer, mais c'est attendu.

### APPLE FILES

Parmi les améliorations d'iOS 11, l'arrivée d'Apple Files, qui propose d'afficher, de rechercher et d'organiser tous ses fichiers en un seul et même endroit. On y trouvera également les fichiers disponibles sur ses divers services de stockage en ligne, tels que Dropbox ou Google Drive. Pratique sur iPhone, cette fonctionnalité devrait elle aussi contribuer à doper la productivité sur iPad. La nouvelle présentation de l'App Store ne vise pour sa part qu'à moderniser l'esthétique de la boutique d'applications, comme devrait l'être la nouvelle version d'Apple Music promise par la firme. Plus utile au quotidien, iOS 11 intègre un mode "Ne pas déranger" qui peut être activé automatiquement lorsque l'on conduit, afin d'éviter des distractions dangereuses au volant (les notifications sont ainsi suspendues). Apple Maps continue pour sa part à s'améliorer avec l'affichage des limitations de vitesse, l'ajout d'une fonction Lane Assist, ainsi que l'ajout des plans intérieurs de centaines de lieux dans le monde, dont des aéroports et des centres commerciaux.

### LA RÉALITÉ AUGMENTÉE, UNE NOUVELLE DIMENSION QUI S'OUVRE POUR APPLE

La firme met le cap sur la réalité mixte et a beaucoup insisté sur les possibilités offertes aux développeurs dans ce domaine par ARKit - il faut dire qu'elle entend faire de ses iPhone et iPad la première plateforme de réalité augmentée sur le marché. Un pan entier de la conférence a donc été consacré à cette nouveauté. Quelques démonstrations valant mieux que mille mots, Apple a cherché à montrer le côté pratique de la chose en affichant en temps réel, en surimpression, la position des joueurs et leurs statistiques dans un stade de baseball. Grâce à une autre application de réalité augmentée, le nom des constellations vers lesquelles on tourne le capteur photo de l'iPhone, en pleine nuit, vient s'inscrire sur l'écran. Le clou du spectacle était la démonstration du studio de jeu vidéo Directive Games, qui a imaginé un jeu de stratégie sur plateau en réalité augmentée. On peut changer d'angle de vue en bougeant avec son iPhone et se rapprocher ainsi des batailles, pour s'immerger dans le jeu d'une toute nouvelle manière. Avec l'accent habituel aux exercices de ce genre, ce studio partenaire d'Apple est allé jusqu'à affirmer qu'il y avait un avant et un après ARKit pour le monde du jeu vidéo. La présentation était réussie, mais il en faudra tout de même plus pour valider les promesses de la réalité augmentée.

## MAROC

## Des hommes d'affaires gabonais à Rabat pour un forum économique

Une délégation d'hommes d'affaires gabonais, a quitté Libreville lundi à destination de Rabat au Maroc, pour participer au Forum économique Maroc-Gabon qui aura lieu du 14 au 15 septembre prochain, a-t-on appris de source officielle.

Selon les organisateurs, cet événement, destiné à promouvoir les investissements directs et à dynamiser les échanges entre le Maroc et le Gabon, est organisé en collaboration avec les ministères gabonais des Affaires Étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale, chargé des Gabonais de l'étranger et de la Promotion des investissements privés, du Commerce, du Tourisme et de l'Industrie ; et les ministères marocains de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Numérique ; des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale. De nombreux opérateurs économiques marocains et gabonais assisteront à ce forum dont l'objectif majeur est de participer à la consolidation des échanges économiques et commerciaux entre Libreville et Rabat. Pays en pleine mutation, le Gabon souhaite investir 21 milliards de dollars sur les prochaines années pour renforcer les infrastructures et soutenir les pôles de croissance hors pétrole.

Le Forum permettra notamment aux investisseurs marocains de découvrir les opportunités d'investissement offertes par le Gabon et aux agences, parties prenantes de la nouvelle stratégie de développement du Gabon, de venir expliciter à divers opérateurs et acteurs marocains, leur fonctionnement, ainsi que leurs attentes. Deux panels sont prévus à cette rencontre d'affaire, à savoir, les potentiels du Maroc et du Gabon, et les opportunités d'investissement. Le rôle des agences, fonds Souverains, et caisses de dépôts dans le développement des économies et la dynamisation des échanges. Des rencontres B2B sont également programmées.

Le chef de la diplomatie égyptienne Sameh Choukri s'est rendu à Londres mercredi pour participer à une réunion ministérielle sur la crise libyenne, a annoncé mardi le ministre égyptien des Affaires étrangères. "La réunion

## Grace à Edi, le train du désert revit

Construite par les colons français et rendue célèbre par le dernier James Bond, une ligne de chemin de fer qui traverse le désert au Maroc revit grâce à un amoureux des trains et du pays.

Edouard Kunz, un Suisse de 70 ans que tout le monde appelle Edi, conduit les voyageurs à bord du "train du désert" allant de la ville d'Oujda à celle de Bouarfâ, dans l'est marocain. C'est grâce à sa persévérance que des touristes peuvent aujourd'hui emprunter cette ligne que seuls quelques trains de marchandises parcourent encore. "Pour faire les 305 km, il faut entre huit et douze heures, parfois plus s'il faut désensabler ou en cas de tempête. Mais l'essentiel, c'est que le train parte". Cet ancien mécanicien de précision dans l'horlogerie installé depuis 30 ans au Maroc s'est fait à l'idée que "son" train n'arrive jamais à l'heure. Avec ses bacchantes et son accent suisse-allemand, Edi Kunz dit avoir "toujours aimé les trains". A chaque départ, posté à l'arrière du dernier wagon, il regarde avec émotion s'éloigner la gare d'Oujda: "Yalla!" (allons-y !), lance-t-il avec un accent allemand. Derrière lui, une vieille carte des chemins de fer: La ligne Oujda-Bouarfâ perdue dans le désert, flirtant avec la frontière algérienne. Aujourd'hui quasi-inutilisée, elle était pourtant le point de départ d'un projet ambitieux: la ligne de la Société Mer-Niger devait relier, à travers le Sahara, la Méditerranée et l'Afrique Noire.

### TOURNAGE DE 'SPECTRE'

Commencée sous le protectorat français à la fin des années 1920, sa construction s'est arrêtée côté marocain à Bouarfâ. Dans cette région riche en mine-



rais, la ligne a longtemps servi pour le transport de marchandises, des habitants et des troupes françaises. Mais les mines et les usines ont depuis fermé pour la plupart, les Français sont partis et les routes ont pris le relais du rail. En 1994, le transport de passagers est abandonné. Quand Edi Kunz, tout nouvel opérateur dans le tourisme marocain, décide d'organiser des voyages en train, il déniche cette ligne toujours en état qui traverse de superbes paysages. C'est aussi pour cette raison que les producteurs de James Bond l'ont choisie pour le tournage d'une scène de "Spectre". Daniel Craig y invite Léa Seydoux dans un romantique wagon restaurant, avant de finir par une inévitable bagarre avec les méchants au-dessus des rails. Un train a été spécialement aménagé pour le tournage, mais la ligne et les paysages sont restés les mêmes.

"On commence par quelques dizaines de kilomètres de plaine fertile, puis on monte, on passe le tunnel de Tiouli, et après c'est de plus en plus désertique", décrit Edi Kunz après avoir fait le voyage une quarantaine de

fois. L'aventure d'Edi commence en 2004. Le Suisse négocie avec l'Office national des chemins de fer marocains (ONCF) afin de faire circuler pour les touristes une locomotive et quelques wagons, dont un de première classe climatisé et un autre des années 1960 duquel il est possible de prendre des photos vitres ouvertes.

Le premier voyage "était loin d'être rentable", se souvient le Suisse, qui loue la rame-toujours la même- au coup par coup à l'ONCF. Puis les voyages se sont enchaînés, au rythme de cinq à six les bonnes années.

### 'TOTALLEMENT BERCÉ'

Pendant le trajet, le paysage défile lentement. La vitesse est limitée à 50 km/h et descend parfois à 10 km/h. Le train doit même s'arrêter quand le sable envahit les voies. Une équipe de cheminots armés de pelles descend alors pour dégager les rails.

Autres arrêts, prévus ceux-là, dans les gares abandonnées restées intactes, vestiges de l'époque coloniale. Edi Kunz voudrait rénover l'une de ces gares pour en faire un restaurant où le train

s'arrêterait à l'heure du déjeuner et où pourraient travailler les habitants. Mona, une jeune Marocaine installée à Paris, fait partie des voyageurs du jour, pour la plupart des clients européens qui viennent de l'étranger et paient un forfait global incluant le coût de la ballade. "Le rythme, le son, la chaleur, la lenteur du train créent une ambiance inouïe. On est totalement bercé par cette atmosphère. C'est la steppe devant, derrière, à l'infini. Un dépaysement total!" Pour l'instant, les repas sont servis dans le train: Aziz, le cuisinier, a installé ses réchauds dans un wagon et y prépare tajine et thé à la menthe.

"Ce train, c'est très important", insiste-t-il, ça fait du travail et de la publicité pour notre pays".

L'objectif d'Edi Kunz, pour l'année prochaine, est d'organiser quatre nouveaux voyages et de pouvoir, à terme, proposer son train du désert à un plus grand nombre de touristes, en particulier aux Marocains. Tout en continuant à en profiter: "Il y en a qui s'achètent une BMW, moi je m'offre un train".

## Premier sommet des femmes africaines "Women in Africa"

Le premier sommet "Women in Africa" se tiendra à Marrakech dans le sud du Maroc du 25 au 27 septembre.

"Women in Africa (WIA), est une initiative innovante qui a pour vocation d'encourager les entreprises internationales et panafricaines à identifier, rassembler, et accompagner les talents féminins", indiquent mardi les organisateurs dans un communiqué.

Plus de 300 femmes et hommes d'Afrique

et du monde entier, de tous les secteurs, sont attendus pour échanger sur le thème "Investir pour une meilleure gouvernance avec les femmes africaines", ajoute la même source.

L'objectif du sommet consistera à identifier des actions à mettre en œuvre et définir une feuille de route précise et lancer ainsi une initiative mondiale pour une Afrique inclusive.

Lors de ce premier sommet de trois jours

se tiendront des conférences, master classes et laboratoires de réflexion collaboratifs réunissant des experts internationaux sur des sujets tels que l'agriculture, l'énergie, l'entrepreneuriat, les finances, la nutrition et l'eau.

"Les femmes africaines produisent jusqu'à 65% des biens économiques du continent, mais elles ne représentent que 8,5% des emplois non-agricoles. WIA souhaite contribuer à changer la donne", indiquent les organisateurs.

### LIBYE

## Sameh Choukri participera à une réunion ministérielle à Londres

Le chef de la diplomatie égyptienne Sameh Choukri s'est rendu à Londres mercredi pour participer à une réunion ministérielle sur la crise libyenne, a annoncé mardi le ministre égyptien des Affaires étrangères. "La réunion

cherchera à coordonner les efforts régionaux et internationaux pour mettre fin à la division de la Libye et pour parvenir à la réconciliation nationale", a déclaré le porte-parole du ministère, Ahmed Abou Zeid. "Les ministres des

Affaires étrangères des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, des Emirats arabes unis et l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, participeront à cette réunion", a ajouté M. Abou Zeid. En proie à

une guerre civile depuis 2011 suite à l'insurrection qui a mis fin à près de 42 ans de règne de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi et coûté la vie à ce dernier, la Libye est gouvernée par deux gouvernements rivaux : l'un installé à Tobrouk et l'autre

à Tripoli. Le gouvernement égyptien souhaite trouver une solution politique à la crise en Libye afin d'y rétablir la sécurité et la stabilité, car les troubles dans le pays voisin posent une menace pour les frontières de l'ouest de l'Egypte.

## PLAN LOGEMENT EN FRANCE

# Le suspense se poursuit dans une certaine confusion

**Le gouvernement a repoussé mardi la présentation de son plan pour le logement, après avoir multiplié les annonces parfois contradictoires au risque de brouiller son message, comme en promettant simultanément d'éradiquer les logements mal isolés et de réduire les normes dans la construction.**



part affirmé que l'exécutif souhaitait "garantir le maintien" du taux de 0,75% pendant "un ou deux ans", sans autre précision. Interrogé sur ces informations, Matignon n'a pas fait de commentaire, tandis que le ministère de la Cohésion des territoires n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP.

## TRÈS GRANDE IMPROVISATION

Pour Frédéric Paul, directeur général de l'Union sociale de l'habitat (USH) qui réunit 723 bailleurs sociaux, réduire les APL "va accroître le taux d'effort des locataires des nouveaux logements". "Les bailleurs sociaux, qui réalisent 18 milliards d'euros d'investissements annuels pour produire 100.000 logements sociaux, en assurant 200.000 emplois directs dans le BTP, n'auront plus les moyens de construire", a-t-il fait valoir, dénonçant auprès de l'AFP "une très grande improvisation dans toutes les annonces" du gouvernement. Ce dernier s'est déjà attiré de vives critiques cet été en décidant de baisser de 5 euros mensuels le montant des APL versées à 6,5 millions de ménages en France. Et en appelant "tous les propriétaires" à répercuter cette baisse sur les loyers, Emmanuel Macron a suscité l'incrédulité. Lundi, le président a relancé les interrogations en promettant une "réduction des exigences des normes environnementales et sociales" afin de produire "massivement" des logements neufs. Cela pourrait passer par un moratoire sur de nouvelles normes, assorti d'un toilettage des règles existantes.

Invité à se prononcer sur la cohérence entre cette proposition et l'objectif de supprimer en dix ans les "passoires énergétiques", 7 millions de bâtiments mal isolés et consommant trop d'énergie, le ministère de l'Environnement s'est refusé mardi à tout commentaire. "Nous sommes très inquiets: simplifier oui, mais exposer la vie des gens, non!", a réagi Michel Dubromel, président de la fédération France Nature Environnement (FNE). Pour Joël Vormus, directeur adjoint du réseau pour la transition énergétique CLER, "on va réduire les coûts pour les constructeurs et les reporter sur les habitants", qui consomment plus d'énergie.

Sanctionner davantage les recours abusifs contre les permis de construire, adopter une fisca-

lité incitative sur le foncier privé et recentrer le dispositif fiscal "Pinel" sur les zones tendues sont aussi à l'étude.

## "AUCUN IMPACT" POUR LES BÉNÉFICIAIRES

Édouard Philippe a assuré mercredi que la baisse des aides personnelles au logement (APL) envisagée par le gouvernement dans le logement social n'aurait "aucun impact" pour les bénéficiaires, la baisse étant compensée par une baisse des loyers "identique".

"Pour les bénéficiaires des APL dans le logement social, il n'y aura aucun effet, aucun impact", a déclaré le Premier ministre sur France 2. Quant à ceux qui ne sont pas dans le logement social et qui bénéficient des APL, il n'y aura "aucune espèce d'impact puisqu'ils ne sont pas concernés", a-t-il précisé.

## "STABILISER" LE TAUX DU LIVRET A

Le gouvernement veut "stabiliser" le taux du Livret A, a déclaré mercredi le Premier ministre Édouard Philippe, en promettant que "les épargnants n'y perdront pas". "Ce que nous voulons faire, (...) c'est faire en sorte que le taux du Livret A soit stable", "qu'il ne bouge pas pendant une période de temps", a déclaré le Premier ministre sur France 2. "Ca nous permet de mobiliser des financements" pour les organismes de logement social "et donc de baisser les loyers" pour ce type de logements, a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, avait indiqué mardi que le gouvernement envisageait de maintenir le taux du livret A à son taux actuel de 0,75% pendant un ou deux ans.

Le livret A, placement le plus répandu en France, dont les fonds servent essentiellement à financer la construction de logements HLM, affiche actuellement, avec 0,75%, son plus bas taux historique.

Le gouvernement doit présenter son plan pour le logement la semaine prochaine en Conseil des ministres.

## LA BAISSÉ DU CICE "PAS ACCEPTABLE"

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a fustigé mardi la baisse en 2018 d'un point du taux du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) annoncée la

veille par le gouvernement, appelant ce dernier à "revoir sa copie". "Les projets du gouvernement de transformation du CICE en baisse de charges ne sont pas acceptables car ils conduiraient à augmenter de nouveau les prélèvements sur les entreprises", a déclaré le patron des patrons lors d'une conférence de presse. Selon les organisations patronales, la bascule du CICE, mesure de baisse du coût du travail emblématique du quinquennat Hollande, en baisse de charges pérenne, va augmenter le coût du travail pour les entreprises, qui verront leur compte de résultat augmenter, et du coup gonfler leur impôt sur les sociétés.

Dans ce contexte, le Medef réclame depuis plusieurs mois que la baisse de charges soit supérieure à ce que représente actuellement le CICE, pour que l'effet de la transformation soit neutre. Or, le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé lundi que le taux du CICE serait abaissé de 7 à 6% de la masse salariale (jusqu'à 2,5 smic) l'année prochaine.

Matignon a fait valoir que cette mesure ne serait pas très coûteuse pour les entreprises: le crédit d'impôt pour 2018 se concrétisera un an plus tard, en 2019, année où les employeurs vont cumuler l'effet du CICE avec la nouvelle baisse de cotisations promise durant la campagne présidentielle par le chef de l'Etat. En cumulant les deux mesures, entreprises et employeurs bénéficieront ainsi d'une baisse de coûts de près de 21 milliards d'euros en 2019, selon Matignon. "Tout cela n'est ni sérieux, ni pertinent ni cohérent", a dit M. Gattaz.

Il a déclaré que l'exécutif devait "respecter la parole donnée", rappelant que le précédent gouvernement avait augmenté le taux du CICE de 6 à 7% en 2017 contre le maintien de la dernière tranche de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), qui devrait initialement être supprimée. "L'actuel gouvernement ne peut se contenter de revenir à 6 points sans autre forme de procès", a-t-il dit. Il a insisté sur la "nécessité de baisser le coût du travail sur l'ensemble des salaires", et non seulement jusqu'à 2,5 smic.

"Nous sommes en train de rater l'opportunité ouverte par le Brexit d'accueillir une partie de la place financière (de Londres, ndr) pour cette raison", a-t-il affirmé. Il appelle le gouvernement à examiner "l'idée d'un plafonnement des cotisations sur les hauts salaires", comme cela se pratique par exemple en Allemagne. "Je ne désespère pas de continuer à discuter avec le gouvernement", a-t-il dit.

De son côté, l'Union des entreprises de proximité (U2P), qui rassemble artisans, commerçants et professions libérales, a déclaré dans un communiqué accueillir "avec satisfaction la transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations patronales". Mais l'organisation a regretté que "cette étape ne soit

franchie qu'en 2019". Elle demande "que le taux du crédit d'impôt soit maintenu à 7% pour 2018 et non ramené à 6% comme annoncé".

## LA FRANCE CRÉE 81 400 EMPLOIS

La France a enregistré un onzième trimestre consécutif de créations nettes d'emplois salariés au deuxième trimestre, avec 81.400 nouveaux postes (+0,3%) dont 76.800 dans le secteur privé, tiré par l'intérim, les services et la construction, selon des données définitives de l'Insee publiées mardi. Sur un an, l'emploi salarié a augmenté de 303.500 postes au total (276.300 dans le privé et 27.200 dans le public), soit une hausse de 1,2%. 19,2 millions de personnes exercent dans le privé et 5,8 millions dans le public. Ces chiffres en hausse s'inscrivent dans un environnement économique favorable avec notamment un PIB en hausse de 0,5% pour le deuxième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) pourrait croître de plus de 1,6% en 2017, selon des économistes. Le taux de chômage au sens de l'Insee a lui retrouvé au 2e trimestre son niveau de début 2012 et s'établit à 9,5% avec Outre-mer et plusieurs indicateurs du marché du travail sont repassés dans le vert ces dernières semaines. Les chiffres provisoires de l'emploi salarié qui avaient été publiés en août étaient de 91.700 créations (+0,5%) pour le seul secteur privé. D'après les chiffres définitifs, les services marchands, principale locomotive de l'emploi privé, progressent de 0,6% avec 67.000 créations au deuxième trimestre, ce qui représente sur un an une hausse de 2,2% (+259.400). Ils sont en progression quasi constante depuis mi-2013. Hors intérim, la progression dans ce secteur ralentit légèrement, relève l'Insee (+0,4% après +0,5% trois mois plus tôt). L'emploi intérim connaît une hausse de 3,4% sur le trimestre et une très forte hausse sur un an (17,4%) passant pour la première fois la barre des 700.000 salariés. Le secteur de la construction, en berne entre 2008 et fin 2016, connaît lui un regain: les créations augmentent pour le deuxième trimestre consécutif (+0,4%, à 4.800) soit +0,6% sur un an (+8.600). Le recul dans le secteur de l'industrie s'atténue (-0,1% à -2.800) et le secteur enregistre une baisse de 0,4% sur un an, continuant l'érosion des effectifs dans ce secteur. Les usines ont perdu près d'un million de postes depuis 2001. Dans les services non marchands, l'augmentation est de 0,1% avec 9.500 créations, en deçà du trimestre précédent qui avait enregistré 19.500 créations. Dans ce secteur, les créations sont de 46.400 emplois nets sur l'année dont 22.300 dans le privé. L'Insee a par ailleurs révisé les chiffres de l'emploi salarié au premier trimestre, les abaissant de 16.900 "principalement du fait d'une révision à la baisse de l'intérim".

Mustapha S.

## CRISE CORÉENNE

# Une solution militaire serait une catastrophe

**"Il est absolument nécessaire d'empêcher que la situation ne dégénère": le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres a déclaré à Sputnik qu'une solution militaire à la crise coréenne serait une catastrophe et appelé à chercher des moyens politiques pour résoudre la situation.**



pense qu'il est absolument nécessaire d'empêcher que la situation dégénère. De toute évidence, la Corée du Nord doit respecter le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité. Et tous les pays doivent faire la même chose. Mais nous devons prendre les résolutions du Conseil de sécurité non seulement comme un instrument fondamental de pression sur la Corée du Nord, mais aussi comme un moyen d'obtenir une solution diplomatique", a-t-il souligné.

## PYONGYANG REJETTE LA NOUVELLE RÉSOLUTION DE L'ONU

D'autre part, la Corée du Nord rejette fermement la nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'Onu visant le durcissement des sanctions à l'encontre de Pyongyang, après son sixième essai nucléaire effectué le 3 septembre, a annoncé le ministère nord-coréen des Affaires étrangères.

Pyongyang voit rouge après l'adoption d'une nouvelle réso-

lution du Conseil de sécurité de l'Onu prévoyant le durcissement du régime de sanctions visant la Corée du Nord, affirme le ministère nord-coréen des Affaires étrangères cité par l'Agence centrale de presse nord-coréenne (KCNA).

"La résolution a été fabriquée par les États-Unis qui ont utilisé différentes méthodes sales et ignobles", lit-on ainsi dans le communiqué.

Qualifiant cette résolution de "produit de la provocation abominable, visant à priver la Corée du Nord de son droit légitime à l'autodéfense pour étrangler le pays et ses citoyens par le blocage économique", Pyongyang souligne que l'adoption de cette résolution a confirmé que le chemin qu'il avait choisi était "absolument juste".

## REDOUBLER D'EFFORTS POUR PROTÉGER LA SOUVERAINÉTÉ DU PAYS

"La Corée du Nord va redoubler d'efforts pour renforcer sa puissance afin de protéger la

souveraineté du pays et son droit à exister, et ainsi soutenir la paix et la sécurité dans la région par la voie de l'équilibre des forces avec les États-Unis", a annoncé le communiqué cité par la KCNA.

En effet, la Corée du Nord a promis mercredi de donner un coup d'accélérateur à ses programmes militaires interdits en réponse aux sanctions "maléfiques" imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU après son sixième essai nucléaire, le plus puissant à ce jour.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté lundi à l'unanimité et à l'initiative des États-Unis une nouvelle batterie de sanctions contre la Corée du Nord, interdisant ses exportations de textile et réduisant les approvisionnements en pétrole et en gaz. Cette huitième série de mesures vise à punir ce pays pour l'essai nucléaire du 3 septembre.

Dimanche 3 septembre, la Corée du Nord a annoncé l'essai réussi d'une bombe H destinée à être installée sur les missiles intercontinentaux. Le ministère japonais de la Défense a préalablement évalué la puissance de la charge à 70 kt, ce qui dépasse largement la puissance des bombes atomiques larguées sur les villes japonaises de Hiroshima et de Nagasaki en 1945.

Le président américain Donald Trump a déclaré que Washington était prêt à utiliser "tous les moyens" pour protéger son pays et les alliés, y compris l'arme nucléaire. Séoul a fermement condamné ces essais, alors que Tokyo les a qualifiés de "défi lancé à la communauté internationale".

*Ikram A.*

## TURQUIE-UE

## "Libérez nos journalistes", lance Juncker

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a exhorté mercredi la Turquie à libérer les journalistes emprisonnés dans le pays et à "cesser d'insulter" les dirigeants européens, lors de son discours annuel sur l'état de l'Union à Strasbourg. "J'adresse aujourd'hui un appel aux responsables en Turquie, libérez nos journalistes et pas seulement les nôtres, cessez d'insulter nos États membres, nos chefs d'Etat et de gouvernement en les traitant de fascistes et de nazis", a-t-il lancé devant le Parlement européen. Selon le site P24, spécialisé dans la liberté de la presse, quelque 170 journalistes sont détenus en Turquie. Les journalistes turcs sont de loin les plus touchés, mais leurs confrères étrangers sont également concernés. Deniz Yücel, journaliste germano-turc, est ainsi écroué depuis février, et Loup Bureau, jeune reporter français, depuis fin juillet. La Turquie occupe la 155e place sur 180 au classement 2017 de la liberté de la presse établi par Reporters sans Frontières (RSF). "La place des journalistes est dans les rédactions, là où règne la liberté d'expression, leur place n'est pas dans les prisons", a insisté M. Juncker. L'appel de M. Juncker intervient dans un contexte de fortes tensions entre la Turquie et l'UE, accentuées par les purges massives qui ont suivi le coup d'Etat manqué de l'été 2016. La chancelière allemande Angela Merkel a franchi un pas en demandant récemment l'arrêt des négociations d'adhésion avec Ankara, entamées en 2005 et aujourd'hui au point mort. Mais la plupart des autres pays européens préfèrent pour l'heure maintenir ce lien fragile, malgré leurs craintes sur les dérives du régime turc.

*N.Z.*

## PHILIPPINES

# La Commission des droits de l'homme privée de son budget

Les parlementaires philippins ont voté pour priver la Commission des droits de l'homme de son budget et fait un premier pas pour destituer la cheffe de la Cour suprême, faisant dire aux détracteurs de Rodrigo Duterte que l'archipel glisse vers la dictature.

Ces deux votes à la Chambre des représentants montrent aux yeux de ses critiques que le président est en train de museler toute opposition à sa guerre controversée contre la drogue. Celle-ci s'est traduite par la mort de milliers de personnes et les défenseurs des droits jugent qu'il s'agit peut-être d'un crime contre l'humanité. La Chambre a décidé de ramener les fonds alloués à la Commission des droits de l'homme à 1.000 pesos (16 euros), dans le projet de budget 2018 voté en deuxième lecture mardi soir. M. Duterte a lui-même lié cette décision à l'enquête menée par la Commission des droits de l'Homme sur les morts de la guerre antidrogue et les critiques émises sur le sujet par son président, Jose Gascon.

"Il n'a que ce qu'il mérite", a-t-il lancé à la presse. "Ils lui ont donné 1.000 pesos seulement parce que le Congrès est en colère". Cette commission est l'un des

organes indépendants prévus par la Constitution pour surveiller le travail de l'exécutif, qui a lui la mainmise sur la police et les forces armées. La Cour suprême est un autre garde fou constitutionnel.

## "VERS LA DICTATURE"

Les alliés du président à la Commission de la justice de la chambre basse ont également voté en faveur de la destitution de la présidente de cette juridiction, Maria Lourdes Sereno, jugeant que des accusations de corruption portées contre elle n'étaient pas sans fondement. Mme Sereno est une autre personnalité qui s'est montrée critique envers la campagne antidrogue. L'année dernière, elle avait écrit au président pour s'inquiéter du fait qu'il avait publiquement accusé sept juges, désignés nommément, d'être mêlés au trafic de drogue. M. Duterte avait répliqué en menaçant de décréter la loi martiale. Si la Chambre des représentants votait la motion de la commission de la justice en assemblée plénière, le Sénat aurait alors à se réunir pour examiner la destitution de Mme Sereno. De même, le Sénat doit encore voter la décision sur le budget des droits de l'homme. La chambre

haute est également dominée par les alliés du président mais elle s'est montrée plus indépendante que la chambre basse, et pourrait prendre le contrepied des deux votes. Cela n'a pas empêché les opposants de mettre en garde contre l'autoritarisme de M. Duterte, qui se dit socialiste et chante régulièrement les louanges du dictateur défunt Ferdinand Marcos et du président russe Vladimir Poutine. "Cela nous place sur une trajectoire directe vers la dictature", a dénoncé le sénateur Francis Pangilinan, chef du Parti libéral, principal mouvement de l'opposition.

## HARCÈLEMENT ET INTIMIDATION'

Teodoro Casino, ancien représentant issu du parti de gauche Bayan Muna, lui a fait écho. "Nous considérons ceci comme une tentative de harcèlement et d'intimidation de la Cour suprême", a-t-il dit à l'AFP. "Les institutions conçues pour être les organes de surveillance du gouvernement, particulièrement en matière de droits de l'Homme, sont attaqués et affaiblis". L'une des principales opposantes du président, la sénatrice Leila de Lima, avait été arrêtée en février pour des raisons qualifiées de "politiques" par une

résolution du Parlement européen. Cette ancienne ministre considérée par l'ONG Amnesty International comme une prisonnière d'opinion était auparavant présidente de la Commission des droits de l'homme. Au cours du weekend, M. Duterte a également promis de "détruire" un autre de ses opposants, le sénateur Antonio Trillanes, grand pourfendeur de la guerre antidrogue. Rodrigo Duterte avait été élu dans un fauteuil en 2016 en promettant d'éradiquer le trafic de drogue en faisant abattre des dizaines de milliers de délinquants. La police a annoncé avoir abattu 3.800 toxicomanes ou trafiquants présumés. Des milliers d'autres personnes ont été tuées dans des circonstances inexplicables. Une fois à la présidence, M. Duterte a dit qu'il serait "heureux de massacrer" trois millions de toxicomanes, promettant aux policiers impliqués qu'ils n'iraient pas en prison. Les sondages montrent que la plupart des Philippines continuent de soutenir cette politique.

Mais l'Eglise catholique, très influente dans l'archipel, a pris la tête d'une campagne de résistance de plus en plus audible, avec des manifestations appelant à l'arrêt des meurtres.

*Nawel Z.*

## TOGO

## Le Parlement interrompt sa séance extraordinaire

Le président de l'Assemblée nationale togolaise a approuvé la suspension de séance parlementaire mardi sur la demande de l'opposition qui protestait contre l'ordre du jour qui n'abordait pas le projet de loi de réforme constitutionnelle. Le texte sera présenté mercredi, première étape d'une longue procédure avant une éventuelle adoption par le Parlement. Dama Dramani, président de l'Assemblée Nationale togolaise, a donné raison à l'opposition mardi, affirmant que les députés n'avaient pas eu "la maîtrise de l'ordre du jour", et annonçant que la "séance d'aujourd'hui est suspendue." La séance reprendra "demain après la conférence des présidents" de l'Assemblée Nationale, des groupes parlementaires et des commissions, a-t-il ajouté. Cette conférence prendra connaissance du texte afin d'"élaborer un nouvel ordre du jour" intégrant la réforme, a rapporté Eric Dupuy, porte-parole de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), principal parti de l'opposition. Celui-ci avait dénoncé un ordre du jour "en déphasage avec l'actualité politique nationale", à l'ouverture de la session parlementaire, qui ne devait aborder que les questions du budget 2018, alors que le pays a connu des manifestations massives populaires la semaine dernière pour réclamer une limitation des mandats présidentiels, un scrutin à deux tours, et la démission du président Faure Gnassingbé. Après cette "conférence des présidents", la procédure sera toutefois encore longue: le texte doit passer devant la Commission des lois constitutionnelles qui soumettra ensuite un rapport final aux députés chargés de le voter. Par ailleurs, les forces de l'ordre ont formé dans la nuit un cordon de sécurité empêchant tout rassemblement populaire aux abords de l'Assemblée nationale, comme l'avait demandé lundi l'opposition.

La situation était calme mardi matin dans les rues de Lomé, a constaté un journaliste de l'AFP sur place. D'autres rassemblements sont prévus vendredi, ainsi que la semaine prochaine. La plupart des partis d'opposition du pays réclame depuis plus de dix ans des réformes constitutionnelles pour limiter à deux le nombre de mandats présidentiels et un scrutin à deux tours. La Constitution togolaise de 1992 a été modifiée à plusieurs reprises, notamment par le général Gnassingbé Eyadéma, le père de l'actuel chef de l'Etat. Il avait notamment, en 2002, supprimé la limitation de mandats présidentiels.

A la veille des marches historiques à l'appel de 14 partis politiques la semaine dernière, le pouvoir avait tenté de jouer l'apaisement en soumettant un avant-projet de loi de réforme constitutionnelle, laissant entendre que le Parlement l'examinerait lors de la session extraordinaire du 12 septembre. Toutefois, Alphonse Waguena, le secrétaire général de l'Assemblée nationale a précisé lundi soir à la télévision nationale que "selon l'article 110 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, la révision constitutionnelle ne peut pas faire l'objet d'une procédure d'urgence". Le pouvoir n'a jamais officiellement refusé de discuter avec l'opposition sur le sujet et a mis en place de nombreuses commissions ou instances de dialogue. Mais, depuis l'arrivée au pouvoir en 2005 de Faure Gnassingbé à la mort de son père, et deux présidentielles contestées, les revendications de l'opposition sont toujours restées lettre morte.

## KENYA

## Ouverture de la nouvelle législature, l'opposition boycottée

**Le président kényan Uhuru Kenyatta a officiellement ouvert mardi la nouvelle législature, en s'exprimant devant le Parlement issu des élections du 8 août, en l'absence de l'opposition qui a boycotté la séance après l'invalidation par la justice du scrutin présidentiel.**



"Peu importe que le bruit politique soit plus fort pendant les élections, je veux assurer chaque Kényan, et le monde, que chaque branche de ce gouvernement est en place et opérationnelle. Il n'y a pas de vide, pas de lacune", a déclaré M. Kenyatta. Le président kényan, chef de l'exécutif, prononce traditionnellement à cette occasion, devant les deux chambres du Parlement, son discours de politique générale qui lui permet de fixer le programme législatif de son gouvernement.

Mais M. Kenyatta en est resté cette fois-ci à des considérations très générales, en raison de l'annulation du scrutin présidentiel du 8 août par la Cour suprême, à l'issue duquel il avait été proclamé vainqueur

avec 54,27% des voix, contre 44,74% à l'opposant Raila Odinga. La Cour avait estimé que des "illégalités et irrégularités (avaient) affecté l'intégrité" du scrutin et ordonné qu'une nouvelle élection présidentielle ait lieu. Sa date a été fixée au 17 octobre par la Commission électorale (IEBC). La Constitution impose normalement au président de convoquer le nouveau Parlement dans les 30 jours suivant une élection législative. Mais l'opposition estime que M. Kenyatta n'avait pas la légitimité pour le faire et a donc décidé de boycotter cette cérémonie. Les sept juges de la Cour suprême, qui traditionnellement y assistent, n'étaient pas présents.

"Même si je suis en désaccord profond avec cette déci-

sion (d'annuler le résultat des élections), je l'ai acceptée", a répété M. Kenyatta, qui avait tenu les mêmes propos, juste après l'annonce de la Cour. Il avait changé de ton le lendemain en estimant que les juges représentent un "problème (que) nous devons régler". Faire respecter "la suprématie de la Constitution et de ses institutions (...) ne signifie pas que l'on fait toujours ce qu'on veut", a-t-il ajouté mardi, sous les applaudissements polis des parlementaires présents. Près des deux tiers des 349 parlementaires kényans portent l'étiquette de Jubilee, le parti de M. Kenyatta, ou de partis affiliés.

Le président s'en est également pris à l'opposition, qui avait formulé des accusations de piratage informatique dans le

processus de comptage et de transmission des résultats, en estimant "qu'une marque sur un bulletin vaut plus que la technologie, plus qu'un système informatique". "Cette marque est le choix du peuple souverain. Son choix est sacré et ne doit plus jamais être ignoré", a-t-il insisté. Pendant que M. Kenyatta s'exprimait devant le Parlement, la coalition d'opposition Nasa tenait un meeting électoral à Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi et l'un de ses bastions.

Raila Odinga y a comparé l'ouverture de la nouvelle législature à "une réunion électorale de Jubilee". "Le Parlement ne peut être ouvert que par un président validement élu. Ce qu'il (M. Kenyatta) n'est pas."

Comme souvent depuis que la Cour suprême a rendu son jugement, M. Odinga a menacé de boycotter l'élection du 17 octobre, si certains membres de la Commission électorale ne démissionnaient pas d'ici là.

"Nous avons dit que tous les responsables de l'IEBC qui ont participé au trucage (de l'élection) doivent être congédiés avant le 17 octobre. Et nous ne participerons pas à des élections tant que ce ne sera pas fait", a-t-il affirmé.

Le gouvernement a pour sa part exclu tout remaniement en profondeur de l'IEBC.

## SOUPÇONNÉS D'AFFILIATION À AL-SHEBAB

## La police kényane enquête sur quatre Burundais

Les autorités kényanes ont fait savoir mardi qu'elles interrogeraient quatre Burundais arrêtés dans le comté d'Isiolo dans le nord-est du Kenya alors qu'ils étaient en route pour rejoindre le groupe terroriste Al-Shebab en Somalie.

Le commissaire du comté d'Isiolo, George Ntembeya, a rapporté que les suspects avaient voyagé de Bujumbura à Nairobi en tant que touristes comme première étape d'un trajet qui devait les amener dans le comté de Mandera dans le nord-est du Kenya, puis de l'autre côté de la frontière en Somalie. "La police a arrêté quatre Burundais à un barrage routier mardi tôt et après avoir été interrogés, ils ont déclaré qu'ils se rendaient en Somalie pour rejoindre le groupe terroriste Al-Shebab", a indiqué M. Ntembeya. Les suspects sont actuellement interrogés par l'Unité de

police antiterrorisme (ATPU) et ils doivent être jugés par un tribunal une fois les investigations achevées.

Les investigateurs de la police ont précisé que certains des Burundais avaient avoué avoir prévu de rejoindre le groupe terroriste affilié à Al-Qaïda. La brigade antiterrorisme a récemment dévoilé un groupe de recruteurs extrémistes en ligne qui ciblaient des étudiants universitaires pour leur faire rejoindre des groupes armés extrémistes en Somalie, en Libye et au Moyen-Orient. Les recruteurs attirent ces jeunes gens avec la promesse d'emplois bien rémunérés dans des pays étrangers, au lieu de quoi les jeunes sans défense se trouvent recrutés de force dans ces groupes extrémistes", rapporte la police. Selon les experts de sécurité, le Kenya est une cible privilégiée des activités terroristes depuis

1998, et cette menace a évolué avec des infiltrations de groupes radicaux de la Corne de l'Afrique pour blesser et tuer des civils innocents au Kenya. Cette arrestation de mardi survient après l'arrestation en juin dans le comté d'Isiolo de cinq personnes qui étaient en route pour rejoindre le groupe terroriste Al-Shebab en Somalie.

Les suspects étaient divisés en deux groupes au moment de leur arrestation par les détectives de l'ATPU, et tous étaient des jeunes gens de moins de 20 ans provenant des zones de Tulluroba et de Chechelesi.

Le comté d'Isiolo, en périphérie de l'Éthiopie, bénéficie d'une paix relative même si plusieurs civils et policiers ont été tués, en particulier dans les comtés de Garissa, de Wajir et de Mandera dans le nord du pays, près de la frontière avec la Somalie.

## CONGO

## Le président Denis Sassou Nguesso reçoit le prix Amilcar Cabral

Le président bissau-guinéen José Mario Vaz a procédé le 12 septembre à Brazzaville à la décoration de son homologue congolais Denis Sassou Nguesso de la médaille Amilcar Cabral qui est la plus haute distinction honorifique de Guinée-Bissau.

Cette médaille est une reconnaissance des efforts que

déploie le président Sassou Nguesso dans la résolution des conflits en Afrique. Elle est également une récompense de l'engagement de ce dernier en faveur de la Guinée-Bissau.

Après avoir remercié le chef de l'Etat et le peuple bissau-guinéen, Denis Sassou Nguesso a déclaré : "Nous nous souviendrons toujours d'Amilcar

Cabral, ce digne fils d'Afrique, ce vaillant combattant de la liberté. En portant son illustre nom, cette distinction est une belle initiative qui nous fait revenir aux souvenirs de nos héros, à leur combat politique exemplaire".

Né en 1924, Amilcar Cabral est un homme politique qui a participé aux luttes pour la libé-

ration de l'Afrique. Il est le fondateur du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert.

"Le nom d'Amilcar Cabral continuera de retentir au-delà du temps et des frontières de la Guinée-Bissau. Il galvanisera encore le combat pour la liberté et la paix en Afrique", a indiqué le chef de l'Etat congolais.

850 000

L'épidémie de choléra qui sévit au Yémen pourrait toucher quelque 850.000 personnes d'ici la fin de l'année, a averti mercredi la Croix-Rouge à Genève. L'épidémie a "déjà atteint des proportions gigantesques", a déclaré Robert Mardini, du CICR (Comité international de la Croix-Rouge), où il est en charge du Proche-Orient et du Moyen-Orient.

LIBÉRATION DE DEIR EZ-ZOR

# Comment les hélicoptères russes ont déterminé l'issue de la bataille

Les Alligator, Terminator et Chasseurs nocturnes deviennent la principale force offensive de l'aviation russe. Pour la première fois de l'histoire, les attaques d'hélicoptères contre les positions des terroristes de Daech, organisation terroriste interdite en Russie, ont dépassé les indices des avions d'attaque, des bombardiers et des chasseurs. Le recours massif à ces appareils est devenu la nouvelle carte de visite de l'armée de l'air russe en déterminant l'issue de la bataille pour la ville syrienne de Deir ez-Zor. La campagne syrienne des forces aérospatiales russes a dévoilé de nombreuses nouvelles méthodes apparues dans l'arsenal de l'armée russe ces derniers temps. C'est une projection rapide des forces conséquentes sur un théâtre d'opérations éloigné, c'est l'approvisionnement ininterrompu de ce groupe en munitions et d'autres matériels techniques, c'est l'utilisation massive et complexe de l'aviation et de la flotte pour frapper des cibles terroristes à l'aide de missiles de croisière de haute précision à grande portée.

Les capacités de petits navires lance-missiles de classe Bouïan et de sous-marins non nucléaires de classe Varchavianka avec des missiles de croisière Kalibr ont été montrées pour la première fois en Syrie. L'aviation à action éloignée a tiré de tout nouveaux missiles stratégiques Kh-101. Mais les hélicoptères ont été une surprise totale.

Ils étaient déjà utilisés dans le ciel syrien. Essentiellement des Mi-24 relativement anciens. En début de campagne, les terroristes de Daech diffusaient avec satisfaction sur internet des vidéos d'attaques d'appareils de combat russes. En règle générale, on pouvait voir sur les images un ou deux hélicoptères. Dans chaque cas, leur tactique d'action était pratiquement identique - virage de combat et assaut des positions terroristes. Pendant la phase

décisive de la bataille de Deir ez-Zor l'aviation a montré un "manège sangulaire". Les Mi-24 étaient accompagnés par les tout nouveaux Mi-28N, Ka-52 et Mi-8AMTCh. A ce moment, selon le ministère de la Défense, l'aviation russe effectuait jusqu'à 100 vols opérationnels par jour, en majorité accomplis par des hélicoptères.

Les hélicoptères travaillaient de jour et de nuit. Ils attaquaient les positions terroristes par vagues. Ils tiraient sur les cibles à 4-6 km de distance en restant pratiquement invisibles pour l'ennemi. Ils pourchassaient des cibles solitaires et groupées de terroristes qui quittaient la ville assiégée pour les éliminer avec précision par des missiles. Ces images sont présentées cette fois par le ministère russe de la Défense.

## TACTIQUE DES FORCES AÉROSPATIALES

Après l'ouverture de la chasse des Alligator, des Terminator et des Chasseurs nocturnes il ne reste plus de chroniqueurs photo de Daech.

On devine facilement que la nouvelle tactique des forces aérospatiales est directement liée à un arrivage massif de nouveaux hélicoptères. Ces dernières années, l'armée a reçu plus de 300 nouveaux appareils. Ce sont les nouveaux hélicoptères d'assaut et de transport Mi-8AMTCh Terminator, d'attaque Mi-28N Chasseur nocturne et Ka-52 Alligator. La principale particularité de ces appareils est leur exploitation opérationnelle par tout temps et toutes conditions météorologiques. Ainsi qu'un grand arsenal de munitions.

Le Mi-28N Chasseur nocturne est surnommé "char volant". Le blindage de la cabine des pilotes permet d'agir littéralement dans le feu de l'action sans craindre le contre-feu ennemi. L'hélicoptère est muni d'une mitrailleuse de 30 mm. Les missiles supersoniques guidés Ataka-V peuvent éliminer une cible blindée

même protégée par un blindage réactif. Ni le brouillard ni la fumée ni la poussière ne l'empêcheront de le faire. L'arsenal des appareils inclut également des munitions plus simples et moins coûteuses. Par exemple, les munitions réactives non guidées S-13, S-57 ou S-80. Elles sont utilisées quand la haute précision couplée à la capacité perforante n'est pas sollicitée.

Le nouveau Ka-52 Alligator est tout aussi agressif. Il est doté de missiles supersoniques antichars Vikhr à guidage laser. Leur particularité est que même si les pilotes n'ont pas la cible en visuel, ils peuvent tout de même tirer grâce au pointage des unités au sol. Il dispose de trois canons: un de 30 mm comme sur les véhicules de combat d'infanterie et deux de 23 mm installés sur les ailes de l'appareil dans des compartiments spéciaux. Chacun possède une réserve de 500 munitions.

L'hélicoptère de transport et d'assaut Mi-8AMTCh Terminator est une autre nouveauté de l'aviation. Il a été conçu sur la base du Mi-8 de transport militaire. Mais contrairement au prédécesseur il est équipé d'un blindage, qui protège le plancher et l'avant de la cabine de pilotage. Dans la soute, une plaque de blindage est installée sous le poste de tir. Les six points d'emport, comme sur les Mi-28N et Ka-52 d'attaque, permettent d'embarquer tout un arsenal de missiles. La particularité du Mi-8AMTCh est la présence de missiles guidés antichars Ataka et Chtourm-V. L'appareil peut également embarquer des blocs de missiles non guidés.

L'apparition en grande nombre de ce matériel dans les forces armées a rendu possible l'élaboration de nouvelles méthodes d'exploitation d'hélicoptères. A Deir ez-Zor, l'aviation a montré pour la première fois qu'horis les avions, des hélicoptères peuvent également être utilisés. Organiser aussi bien des raids massifs contre les positions ennemies



qu'une chasse très efficace. Cette expérience n'a pas seulement apporté la victoire. Dorénavant ce sera également la principale carte de visite des forces aérospatiales russes, et pour les appareils de combat - un passeport de leur image d'exportation.

## VOICI COMMENT LA RUSSIE AIDERA À RECONSTRUIRE LA SYRIE

Les régions syriennes qui ne sont plus sous l'emprise des terroristes ont le plus souvent besoin d'être totalement reconstruites. Pour aider les Syriens à retrouver le plus vite possible leur mode de vie d'avant-guerre, la Russie leur enverra plus de 4.000 tonnes de matériaux de construction. La Russie livrera plus de 4.000 tonnes de matériaux de construction en Syrie afin de restaurer les infrastructures des localités libérées des terroristes, indique le ministère russe de la Défense. Actuellement, le département militaire russe est en train de transporter

des équipements et des matériaux de construction par voie ferrée vers le port de Novorossiisk, situé au bord de la mer Noire, d'où ils seront envoyés en Syrie. "La Russie fournira à la Syrie plus de 4.000 tonnes de matériaux de construction et d'équipements de construction spéciaux pour restaurer l'infrastructure du système de survie des localités libérées des terroristes", apprend-on d'un communiqué du ministère russe de la Défense. Au total, la partie russe enverra plus de 40 unités d'équipement de construction (bulldozers, excavatrices, grues) pour des travaux de restauration, plus de 2.000 tonnes de tuyaux métalliques pour les conduites d'eau et autres installations de survie, des centaines de kilomètres de fils à haute tension et des fils de fibre optique pour restaurer le réseau électrique et le système de communication, des matériaux de construction pour la reconstruction d'hôpitaux, écoles et établissements sociaux.

Asma H.

## Post scriptum

Par B. Chellali

Ceux qui ont pour vocation de propager la confusion, le doute, pressent ouvertement ces jours-ci le pas pour prendre place dans l'actualité, les autres saisissent l'occasion de la crise financière que traverse le pays en raison de la chute drastique des prix du baril de pétrole sur le marché mondial pour s'asseoir dans les banquettes arrière, éprouver à leur tour, la déroute du pays. Et pourtant, ni l'opposition, ses alliés parmi les hommes politiques, ne changeront rien au fond des choses. Nul n'ignore à présent, en Algérie et à l'étranger, le rôle des hommes de main des ennemis de la nation, les tentatives de complots contre l'Algérie et les provocations qui servent de prétexte à l'émergence de l'anarchie et à la violation de la cohésion nationale. Nul n'ignore non plus la symbiose solide entre les gouvernants et les gouvernés, l'écho favorable que suscite l'Algérie sur la scène internationale au regard de sa stabilité politique et de la lutte contre le terrorisme. En réalité, la campagne de dénigrement en cours ne fera guère illusion. Elle sert tout au plus de faire-valoir à ceux qui ont

pris l'habitude et la "responsabilité" de l'épreuve politique de force. Au-delà du rite, les appels démagogiques à l'application de l'article 102 de la Constitution. Le bilan n'est guère encourageant pour ces derniers, pour les tenants du coup de force à travers l'ANP. Malgré tous les efforts, les appels à la contestation de rue et en dépit de certaines sollicitations insistantes auprès des capitales occidentales, les acteurs-auteurs de cette campagne de déstabilisation de l'Algérie n'ont pu se prévaloir d'aucune caution populaire un tant soi peu crédible.

Cette campagne qui veut pousser vers l'inconnu, l'anarchie politique et sociale fera désormais date dans l'histoire du pluralisme.

L'Algérie profonde s'en souviendra longtemps : car l'acharnement avec lequel elle s'est enclenchée porte en lui-même les germes de la destruction de la République et ses institutions. Ceux qui s'égoïsent, ceux qui appellent à une élection présidentielle anticipée cherchent à dévier l'Algérie de son cours naturel par une agression politicienne sans précédent, visant dans ses sinistres desseins à effacer les acquis du Peuple engendrés aux prix d'incom-

## Des politiciens déchaînés

mesurables sacrifices, mais ce qui est plus grave, encore, à remettre en cause l'Etat National lui-même. Face à cette situation, un triple devoir de mobilisation et de rigueur s'impose : d'abord, il convient de pousser l'analyse jusqu'à ses dernières conséquences, pour empêcher que de semblables événements vécus par le pays durant la décennie noire se renouvellent.

Ensuite, il faut bannir du champ politique tout particularisme et œuvrer en symbiose pour que continue le processus de renouveau national ancré dans la conscience populaire. Imagination et éveil enfin : il s'agit de reconstruire le paysage politique... et avec des données et des principes nouveaux. Certes, les Algériennes et les Algériens qui espèrent que quelque chose change en Algérie attendent pas de miracles. Ils savent que c'est démagogie, c'est irresponsable de prétendre qu'il suffit que le Président Abdelaziz Bouteflika parte pour que l'Algérie change. Un alibi derrière lequel se trament manigances et complots contre l'Algérie, contre le peuple. Les citoyens savent qu'une amélioration de leur condition de vie passerait par la consolidation de

la stabilité du pays, par la lutte et par l'effort. Il faut pour d'aucuns, dans un climat de confiance, s'inscrire dans le chantier de l'espérance populaire, plutôt que de sombrer dans la délectation morose contre l'Algérie, contre les acquis populaires, contre le renouveau national. En effet, dans la protection de la stabilité du pays, la poursuite de son développement socio-économique, dans la marche d'une démocratie saine, tout un chacun ne devrait pas rester inerte. Les autres n'ont pas le droit d'ouvrir la voie qui tenterait de nuire à l'unité nationale.

Le rôle de la classe politique en général consiste à sauvegarder les acquis du peuple et à éliminer à jamais tout ce qui pourrait nuire à la cohésion nationale. Chaque étape forgera une génération type.

Si, pendant la Guerre de libération nationale, l'unité nationale était une nécessité, toutes les couches sociales étaient intéressées et bien engagées à l'indépendance, au recouvrement de la souveraineté nationale, s'est substituée à elle dès l'étape suivante et à l'étape actuelle. Il faut à présent promouvoir cette solidarité nationale. Etre patriote ne suffit plus, il faut désormais faire preuve d'enga-

gement nationaliste en faveur des choix, des options fondamentales du renouveau national contenu dans le programme politique du président de la République, Mr. Abdelaziz Bouteflika. Maintenant que l'Algérie entame une nouvelle ère républicaine conformément à la nouvelle Constitution amendée, le champ politique a besoin d'une plateforme nouvelle constituée et regroupée autour du programme politique en vigueur et qui est bien défini à travers une ligne politique unifiée, de là apparaît la nécessité de procéder à une nouvelle "sélection" sociale et politique, une nouvelle configuration socio-politique qui aura pour base fondamentale à faire un choix décisif entre l'intérêt suprême de la nation et l'intérêt et autres ambitions politiciennes. Il subsiste des dissonances et des divergences d'interprétation, qu'une certaine classe politique traîne les pieds et que ses "chaleureuses embrassades" au cours des différents conclave ne sauraient faire oublier la persistance d'inquiétantes zones d'ombre puisque c'est la cohésion nationale et les fondements de la République qui sont ciblés.

B. C.